



Secrétariat général

Service de l'Assemblée

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**SÉANCE PUBLIQUE DU:**

**MERCREDI 20 JUILLET 2016**

**TOME VI**

## **Séance publique du mercredi 20 juillet 2016**

**Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## **Convention pour l'installation d'équipements de télécommunication sur les réservoirs de la Croix d'Argent et des Hauts de Massane**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en service un réseau de radiocommunication pour les besoins propres de ses services, et en particulier celui de la police municipale.

Ce réseau de radiocommunication couvre l'ensemble de la ville grâce à plusieurs stations de base positionnées sur différents points hauts de la ville, dont notamment deux réservoirs d'eau, le réservoir de la Croix d'Argent et celui des Hauts de Massane.

La Ville de Montpellier et la régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, exploitant un service public d'eau potable, se sont rapprochées afin de déterminer les conditions dans lesquelles la régie met à disposition de la Ville deux emplacements sur ces deux réservoirs.

Après négociation, les conditions principales de la convention sont les suivantes :

- Durée : dix ans, renouvelable trois ans par tacite reconduction ;
- Redevance d'occupation : la mise à disposition des emplacements se fait à titre gracieux ;
- Facturation des éventuels déplacements : conformément aux tarifs prévus par la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention à passer entre la régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, annexée à la présente délibération ;

- De dire que les dépenses afférentes seront imputées sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

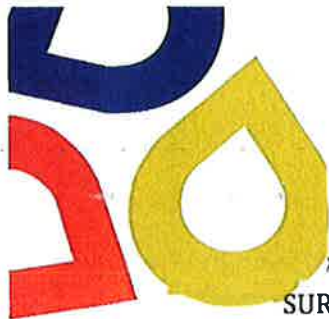
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 21/07/2016**



## CONVENTION POUR L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉCOMMUNICATION SUR LES RÉSERVOIRS DE LA CROIX D'ARGENT ET DES HAUTS DE MASSANE

ENTRE LES SOUSSIGNES

**La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole,**

Sise au 391 Rue de la Font Froide à Montpellier (34090), enregistrée au RCS de Montpellier sous le numéro 811 728 419.

Représentée par Monsieur Grégory VALLEE, en sa qualité de Directeur.

Dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil d'Administration en date du 15 février 2016.

Ci-après dénommée la « Régie »

D'UNE PREMIERE PART,

ET

La Ville de Montpellier,

Sise au 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2, représentée par son maire agissant en son nom et comme son représentant en exécution d'une délibération du Conseil municipal du

Ci-après dénommée « l'Occupant »

D'AUTRE PART.

La Régie et l'Occupant étant ci-après dénommés ensemble par les « *Parties* » et séparément par la « *Partie* ».





## IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a pour mission l'exploitation du service public d'eau potable sur le territoire de 13 communes membres de la Métropole, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

A ce titre, elle exploite les ouvrages suivants :

- réservoir de la Croix d'Argent
- réservoir des Hauts de Massane.

L'Occupant a mis en place un réseau de communication à destination unique des services de la ville de Montpellier. Ainsi, l'Occupant souhaite maintenir l'occupation d'emplacements sur les dômes des ouvrages et à l'intérieur des châteaux afin d'installer ses équipements passifs et actifs de radiocommunications (ci-après les « Équipements »), tels que représentés en Annexe 1.

En conséquence, les Parties se sont rapprochées afin de déterminer les conditions dans lesquelles la Régie accepte de mettre à disposition de l'Occupant des emplacements situés sur et dans l'emprise du/des ouvrages.

## CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV :

### ARTICLE 1. DEFINITIONS

<b>Emplacements :</b>	Désignent les surfaces mises à disposition par la Régie dans le cadre de la présente convention et décrites à l'Article 2 de la Convention, au bénéfice de l'Occupant
<b>Équipements :</b>	Désignent les Équipements passifs et actifs
<b>Équipements passifs :</b>	Désignent tous les équipements suivants que l'Occupant mettra en place sur les Emplacements. Ces équipements sont notamment constitués de : <ul style="list-style-type: none"><li>- pylônets,</li><li>- support de paraboles,</li><li>- descentes de câbles,</li><li>- câbles d'alimentation des paraboles,</li><li>- shelters.</li></ul>
<b>Équipements actifs :</b>	Désignent tous les équipements suivants que l'Occupant mettra en place sur les équipements passifs. Ces équipements comprennent notamment les paraboles/antennes, tous équipements nécessitant l'utilisation d'une alimentation électrique et nécessaires au fonctionnement du réseau de communication de l'Occupant.



## ARTICLE 2. EMBLEMENTS MIS A DISPOSITION

2-1 La Régie met à la disposition de l'Occupant sur l'ouvrage désigné ci-dessous et dans l'enceinte de celui-ci, les Emplacements ci-après définis.

- Sur le réservoir de la Croix d'Argent:

- Une surface de 1m<sup>2</sup> environ située dans l'emprise de la parcelle cadastrée PB0022, Commune de Montpellier, géoréférencée Lambert zone : X = 768 929, Y = 6282990, destinée à l'implantation des armoires techniques telles que définies selon les plans et schémas prévus à l'Annexe 1 de la présente Convention ;
- Une surface sur la coupole destinée à recevoir l'installation d'un dispositif de faisceaux hertziens tel que défini à l'Annexe 1, installé selon les normes techniques de radiocommunication agréées par l'Autorité de Régulation des Télécommunications;
- Les emplacements nécessaires au passage des câbles reliant les équipements techniques précités.

- Sur le réservoir des Hauts de Massane:

- Une surface de 1 m<sup>2</sup> environ située dans l'emprise de la parcelle cadastrée LY0228, Commune de Montpellier, avenue Paul Valéry, géoréférencée Lambert zone : X = 766 229, Y = 6277277, destinée à l'implantation des armoires techniques telles que définies selon les plans et schémas prévus à l'Annexe 1 de la présente Convention ;
- Une surface sur la coupole destinée à recevoir l'installation d'un dispositif de faisceaux hertziens tel que défini à l'Annexe 1, installé selon les normes techniques de radiocommunication agréées par l'Autorité de Régulation des Télécommunications;
- Les emplacements nécessaires au passage des câbles reliant les équipements techniques précités.

2-2 Il est précisé que l'Occupant est autorisé à relier les Équipements passifs et actifs de télécommunications à la prise de terre existante déjà sur les ouvrages ou à faire réaliser, à ses frais exclusifs, une telle prise.

2-3 Tous les fluides nécessaires au fonctionnement des Équipements de l'Occupant seront à sa charge. Elle souscrit les abonnements auprès des entités concernées. La Régie autorise l'Occupant à effectuer les branchements correspondant à ses frais exclusifs.

L'Occupant devra faire installer, à ses frais, par un opérateur de fourniture d'énergie un compteur propre. L'Occupant acquittera ses consommations directement auprès dudit fournisseur.

Dans l'exceptionnel où l'Occupant serait dans l'impossibilité, dûment justifiée, de faire raccorder ses équipements techniques par un opérateur de fourniture d'énergie, la Régie consent au raccordement des équipements sur son propre réseau. Un compteur divisionnaire sera posé aux frais de l'Occupant et la Régie lui facturera les dépenses d'énergie annuellement, en sus des déplacements prévus à l'article 10-2.

L'Occupant remboursera à la Régie, sur présentation de la facture correspondante, la part correspondante à la consommation en énergie électrique de sa station, en fonction des indications dudit compteur. Un relevé contradictoire sera effectué chaque année. Le paiement se fera aux mêmes conditions que le paiement de la redevance d'occupation.



La responsabilité de la Régie ne pourra, en aucun cas, être recherchée pour le défaut dans la fourniture des fluides visés au présent article.

- 2-4- Toute nouvelle demande d'occupation sur un ouvrage non occupé par l'Occupant au jour de la signature de la présente Convention donnera lieu à la conclusion d'un avenant à la présente Convention. Contrairement aux modifications, ajout et/ou suppression, d'Équipements sur des Emplacements d'ouvrages déjà occupés, qui elles, se feront conformément aux dispositions de l'article 8.1.

### **ARTICLE 3. DOMANIALITE PUBLIQUE DES OUVRAGES**

---

Les Emplacements mis à disposition de l'Occupant dépendent d'ouvrages édifiés sur le domaine public géré par la Régie. En conséquence, la présente Convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation privative du domaine public non routier, telles que prévues au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

### **ARTICLE 4. DESTINATION DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION**

---

Les Emplacements mis à disposition sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandise ou réception de clientèle quelconque. En conséquence, même si l'ouvrage venait à sortir du domaine public, la présente Convention ne serait pas soumise aux dispositions des articles L.145-1 et suivants du Code de commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale.

### **ARTICLE 5. DUREE**

---

La présente Convention, établie en deux (2) exemplaires originaux, est conclue pour une durée de dix (10) années qui prendra effet à partir de la date de notification à l'Occupant. Elle sera tacitement reconduite par période de trois (3) années, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties en respectant un délai de préavis de six (6) mois.

### **ARTICLE 6. CONDITIONS GENERALES D'INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS PASSIFS ET ACTIFS DE TELECOMMUNICATIONS**

---

- 6-1- L'Occupant fera son affaire d'obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires pour l'exercice de son activité et éventuellement, à la mise en place des Équipements techniques (autorisation de travaux, etc).

Ces autorisations devront être :

- transmises à la Régie avant la signature de la présente Convention
- annexées à la présente Convention, Annexe 4.



- 6-2- Si, sur les Emplacements, préexiste(nt) déjà une ou plusieurs Station(s) de radiocommunications, l'Occupant s'engage, avant d'installer ses Équipements à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité électrique et radioélectrique entre les différentes installations. Si ces études nécessitent la présence sur le site d'agents de l'Occupant et/ou de prestataires extérieurs, elles ne pourront se dérouler qu'en présence d'un agent de la Régie.

Le(s) résultat(s) des études devront être transmis à la Régie avant l'installation des Équipements.

Dans l'hypothèse où les Équipements et/ou leur fonctionnement venaient à perturber le bon fonctionnement des équipements/services d'autres occupants, déjà présents sur le site, l'Occupant s'engage à interrompre immédiatement le fonctionnement de ses Équipements, le temps pour les Parties de se rencontrer et de définir ensemble les mesures à prendre pour permettre à l'Occupant d'exploiter correctement ses Équipements. Les frais éventuels resteront à la charge de l'Occupant.

En l'absence de solution, la présente Convention sera résiliée, aucune indemnité ne sera due de part et d'autre.

- 6-3- L'installation, l'existence, l'exploitation et la maintenance des Équipements passifs ou actifs de télécommunications appartenant à l'Occupant, situés sur les Emplacements mentionnés à l'Article 2, ne devront être la source d'aucune dégradation et n'apporter aucun trouble, à/aux l'Ouvrage(s), au fonctionnement du service public de distribution d'eau potable, ni présenter aucun danger pour le voisinage et les personnes chargées d'assurer la distribution publique d'eau potable.

- 6-4- L'Occupant fera le nécessaire pour que les installations de la Régie ne soient pas endommagées par la foudre, en raison de la présence des Équipements. Les Équipements devront être mis en œuvre selon les règles de l'art, les protections habituellement prises par des professionnels en la matière et en particulier, selon la norme NF C17-100 et NF C17-102, ou la norme qui viendrait à s'y substituer.

- 6-5- L'Occupant s'engage à maintenir l'accès, à protéger et à ne pas endommager les plateformes et repères géodésiques de l'IGN lorsqu'il en existe, de même que les balises éventuelles pour la protection aéronautique.

- 6-6- L'Occupant pourra accéder aux installations dans les conditions définies à l'article 9 de la présente Convention.

L'Occupant devra prendre toutes les mesures propres à assurer la protection des réserves d'eau potable contenues dans le réservoir lors des opérations d'installation ou de maintenance des Équipements techniques. Il maintiendra par ailleurs les Emplacements en parfait état de propreté.

- 6-7- L'Occupant ne pourra en aucun cas procéder à des travaux touchant au gros œuvre des ouvrages.

- 6-8- Un état des lieux sera établi contradictoirement par les Parties lors de la mise à disposition des Emplacements (État des lieux d'entrée), laquelle intervient dans un délai maximal de 30 jours calendaires, à compter de l'entrée en vigueur de la Convention

Un état de lieux est également établi contradictoirement par les Parties lors de la restitution de ces Emplacements (État de lieux de sortie). L'État des lieux de sortie est établi au plus tard dans les deux (2) semaines suivant la date d'expiration, normale ou anticipée, de la Convention.



- 6-9- Les Équipements passifs et actifs de télécommunications installés sont et demeurent la propriété de l'Occupant. En conséquence, l'Occupant assumera toutes les charges, réparations, risques, garde et impositions afférentes aux dits Équipements.
- 6-10- Dans les 6 mois suivant l'expiration de la présente Convention, pour quelque cause que ce soit, l'Occupant devra enlever ou faire enlever tous les Équipements techniques installés sur les Emplacements. L'Occupant remettra les Emplacements mis à disposition dans leur état primitif, tels que décrits dans l'Etat des lieux d'entrée. En cas de non-respect de cette clause par l'Occupant, la Régie fera d'autorité procéder aux travaux nécessaires aux frais et risques de l'Occupant.
- 6-11- Les Équipements de l'Occupant devront être identifiables par tout moyen. Tout Équipement non identifié pourra être déposé par la Régie, sans préavis, aux frais risques et périls de l'Occupant.  
Également, l'Occupant s'engage à déposer sans délai les Équipements installés et non utilisés. A défaut, lesdits Équipements seront déposés par la Régie, sans préavis, aux frais, risques et périls de l'Occupant.
- 6-12- Il est précisé que la présente Convention ne confère aucune exclusivité à l'Occupant pour l'implantation d'Équipements actifs et passifs sur les ouvrages, la Régie ne pouvant pas refuser les demandes d'implantation sur les ouvrages susvisés de stations de radiocommunications formulées.

## **ARTICLE 7. RESILIATION**

---

### **7-1- Résiliation de plein droit**

- La présente Convention sera résiliée en cas de changement de gestionnaire du service public de distribution d'eau, à moins que le propriétaire décide de se substituer ou de substituer un tiers dans les droits et obligations découlant de la présente Convention.  
La résiliation de la présente Convention prendra effet six (6) mois après la date effective de résiliation.  
Dans cette hypothèse, aucune indemnité ne sera due de part et d'autre.
- En cas de retrait de l'une ou des autorisations ministérielles de l'Occupant, la présente Convention sera résiliée, à charge pour l'Occupant de prévenir la Régie par lettre recommandée avec avis de réception au moins un (1) mois à l'avance.  
Dans cette hypothèse, aucune indemnité ne sera due de part et d'autre. Les sommes déjà versées à la Régie seront conservées.
- En cas de non renouvellement de l'une ou des autorisations ministérielles de l'Occupant, la présente Convention sera résiliée, à charge pour l'Occupant de prévenir la Régie par lettre recommandée avec avis de réception au moins trois (3) mois à l'avance.  
Dans cette hypothèse, aucune indemnité ne sera due de part et d'autre. Les sommes déjà versées à la Régie seront conservées.

### **7-2- Résiliation à l'initiative de l'Occupant**

En cas de survenance de raisons techniques impératives (notamment perturbation des émissions radioélectriques, changement de l'architecture du réseau, évolution technologique du réseau de l'Occupant), l'Occupant pourra résilier en tout ou partie la présente Convention à tout moment, à





charge pour elle d'en informer la Régie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins trois (3) mois à l'avance.

Dans cette hypothèse, aucune indemnité ne sera due de part et d'autre.

#### **7-3- Résiliation à l'initiative de la Régie**

- La distribution publique d'eau potable étant et restant la destination première des ouvrages, la Régie se réserve expressément le droit de mettre fin totalement ou partiellement à la présente Convention à tout moment pour un motif tiré des nécessités de l'exploitation du service public. Dans cette hypothèse, la Régie devra adresser une lettre recommandée avec avis de réception à l'Occupant l'informant de la résiliation de la présente Convention. Sauf cas de sujétion imprévue, d'urgence ou d'intérêt général, la Régie respectera un préavis de trois (3) mois.
- A tout moment, et dans le cas où la Régie devrait réutiliser les Emplacements mis à la disposition de l'Occupant, pour l'exercice de ses prérogatives et/ou activités, la Régie pourra résilier en tout ou partie la présente Convention, par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception à l'Occupant l'informant de la résiliation de la présente Convention. La Régie respectera un préavis de trois (3) mois.
- A tout moment, la Régie pourra résilier en tout ou partie la présente Convention, pour motif d'intérêt général.

Dans ces hypothèses, aucune indemnité ne sera due à l'Occupant.

#### **7-4- Résiliation pour faute**

Chacune des clauses de la présente Convention est de rigueur et le non respect de l'une d'entre elles par l'une ou l'autre des Parties, un mois après mise en demeure demeurée sans effet, entraînera la résiliation de plein droit de la Convention sans qu'il soit besoin de former aucune demande en justice et sans préjudice de l'exercice de l'article 11 de la présente Convention.

### **ARTICLE 8. TRAVAUX – ENTRETIEN - REPARATION**

---



#### **8-1- Travaux effectués par l'Occupant dans les Emplacements mis à disposition.**

L'Occupant procèdera aux constructions et installations des Equipements passifs de télécommunications conformément aux plans et descriptifs indiqués dans le document technique joint en Annexe 1. Les conditions d'accès aux Emplacements sont décrites à l'article 9.

L'Occupant adressera à la Régie un document technique présentant les Equipements actifs qu'il mettra en œuvre sur les Equipements passifs installés, conformément aux plans et descriptifs indiqués dans le document technique joint en Annexe 1.

Tout ajout ou suppression d'Équipement(s) sur les Emplacements devra être expressément autorisé par la Régie. Dans cette hypothèse, l'Occupant remettra à la Régie une nouvelle annexe 1 modifiée.

Etant expressément entendu entre les parties que les mises à jour de l'annexe 1 seront applicables sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant à la présente convention.

#### **8-2- Travaux/interventions de la Régie**

L'Occupant devra supporter les sujétions de toute nature pouvant découler des interventions, quelle que soit leur importance ou leur durée, que la Régie pourrait être amené à réaliser pour l'exploitation, l'entretien, la modification ou le renouvellement de ses propres installations ou pour tout autre opération relevant de ses prérogatives.

La Régie préviendra l'Occupant trois (3) mois avant le commencement des travaux ; en aucun cas et même si le fonctionnement des Équipements passifs ou actifs de télécommunications devait être provisoirement suspendu, il ne pourra prétendre à aucune indemnité. Par ailleurs, ce préavis ne s'applique pas en cas d'interventions dont la nature et/ou l'origine conduirait(ent) à une planification d'une durée inférieure à 3 mois.

La Régie fera ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à l'Occupant de transférer et de continuer à exploiter leurs Équipements techniques dans les meilleures conditions.

Au cas où une solution de remplacement satisfaisante pour l'Occupant ne serait trouvée, celui-ci se réserve le droit de résilier, totalement ou partiellement la présente Convention. Dans cette hypothèse, aucune indemnité ne sera due de part et d'autre.

A l'issue des travaux, l'Occupant pourra procéder, à ses frais et risques, à la réinstallation des Équipements actifs ou passifs de télécommunications ou décider, de résilier totalement ou partiellement la présente Convention sans préavis, et sans indemnités de part et d'autre.

Dans l'hypothèse où la Régie devrait intervenir sur le site, pour une durée de moins de huit (8) heures, cette dernière pourra procéder à une coupure, générale ou partielle, dans l'alimentation en fluides, sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Occupant, en respectant un délai de trois (3) jours.



Dans pareille hypothèse, l'Occupant s'engage à suspendre le fonctionnement de ses Équipements le temps de l'intervention de la Régie.

En tout état de cause, la responsabilité de la Régie ne pourra être recherchée pour tout dommage résultant de cette coupure dans l'alimentation en fluides.

## **ARTICLE 9. CONDITIONS D'ACCES**

Pour toute intervention, l'agent de l'Occupant ou tout tiers désigné par lui, devra impérativement être muni du formulaire d'accès dûment complété, dont le modèle est annexé, Annexe 5.

Tout intervenant, bien qu'ayant prévenu la Régie conformément aux dispositions ci-après indiquées, se présentant sans ledit formulaire d'accès dûment complété se verra refuser l'accès à l'ouvrage.

### **9-1- Pour les travaux d'installation des Équipements**

Les Parties s'entendront pour définir en commun une date pour l'installation des Équipements. Durant toute l'installation des Équipements, un agent de la Régie pourra être présent.

A la fin des travaux d'installation des Équipements, les Parties effectueront un état de fin de chantier. Le cas échéant, l'Occupant devra remédier sans délai à tout désordre qui résulterait de cette installation. A défaut, la Régie pourra résilier la présente Convention dans les conditions définies à l'article 7-4.

### **9-2- Pour les opérations de maintenance préventive et entretien**

Toutes les opérations de maintenance préventive devront être effectuées pendant les heures d'ouverture des sites, à savoir entre 8h et 12h et 13h30 et 16h00, du lundi au vendredi, hors jours fériés. Les conditions d'accès sont définies à l'annexe 2.

Les Équipements sont entièrement autonomes et fonctionnent normalement sans personnel.

Les déplacements de la Régie seront facturés, conformément à l'article 10-2 ci-après, au-delà de trois (3) déplacements annuels.

### **9-3- Pour les opérations de maintenance curative**

Pour les opérations de maintenance curative, l'Occupant ou tout tiers désigné par lui devra informer la Régie en respectant un délai de préavis de 2 heures, dans les conditions définies à l'annexe 2.

Les déplacements de la Régie seront facturés dès le premier déplacement, conformément à l'article 10-2 ci-après.

### **9-4- Divers**

- Dans l'hypothèse où l'Occupant, ses préposés et/ou sous-traitants, perdrai(en)t les clés ou tout autre moyen d'accès au site remis par la Régie, cette dernière fera directement procéder au





remplacement de l'ensemble du système de sécurité (clés, badges, serrure, boîtiers, etc...) relatif à l'accès au site concerné, aux frais, risques et périls de l'Occupant.

- Dans tous les cas, les personnes intervenant devront justifier de leur appartenance à l'Occupant ou justifier de leur qualité de sous-traitants dûment mandatés. A défaut, l'accès au site ne sera pas autorisé.

## **ARTICLE 10. DISPOSITIONS FINANCIERES**

---

### **10-1- Redevance d'occupation**

L'Occupant est en charge d'un service public administratif. Également, le réseau de télécommunications qu'il met en place est à usage exclusif des services de la ville de Montpellier.

L'Occupant ne commercialise pas ledit réseau et n'en tire aucun avantage financier.

Dans ces conditions, et en application des dispositions de l'article L2125-3 du Code Général de Propriété des Personnes Publiques, la Régie accepte de mettre à la disposition de l'Occupant les Emplacements, objet de la présente convention, à titre gracieux.

### **10-2- Facturation des déplacements**

La Régie facturera à la L'Occupant, les déplacements suivants :

- Concernant les opérations de maintenances préventives, au-delà de 3 interventions annuelles : 190 euros par déplacement.
- Concernant les opérations de maintenances curatives : 280 euros, dès le premier déplacement.

Le paiement de ces déplacements sera effectué par l'Occupant par virement bancaire, sur présentation du titre de recette au plus tard trente (30) jours après la réception dudit titre.

### **10-3- Retard de paiement**

En cas de retard dans le règlement d'une somme quelconque due à la Régie dans le cadre des présentes, toute somme échue portera intérêt à un taux égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal alors en vigueur, sous réserve de tous autres droits et recours. L'intérêt sera dû de plein droit dès la date d'exigibilité de la somme correspondante.

L'Occupant fera son affaire de tous les frais annexes nécessaires à la mise en place et à l'exploitation des Équipements passifs et actifs de télécommunications.

### **10-4- Indexation**

Les tarifs sus visés seront indexés chaque année, au 1<sup>er</sup> janvier selon la formule suivante :

$$T(n) = T(n-1) \times [ICC(n)/ICC(n-1)]$$

Où

T(n) = tarif de l'année en cours



n = année en cours

ICC = indice du coût de la construction

## **ARTICLE 11. RESPONSABILITES – ASSURANCES**

---

### **11-1- Responsabilité de l'Occupant**

L'Occupant répond de l'ensemble des dommages matériels, immatériels et corporels, directs et indirects, résultant des biens dont il est propriétaire, dont il assure la garde, et plus généralement de tout bien utilisés par lui.

L'Occupant restera toujours entièrement et seul responsable des actes de ses salariés, et des sous-traitants et de leur personnel, intervenant pour son compte et / ou à sa demande, que ceux-ci soient ou non déclarées au sens réglementaire du terme. La Régie se réserve le droit de refuser l'accès à toutes entreprises qui leur sembleraient ne pas présenter toute garantie quant à la sécurité de la distribution d'eau potable.

L'Occupant est le gardien exclusif des Équipements passifs et actifs de télécommunications vis-à-vis de la Régie et des autres occupants du château d'eau. La régie ne garantit aucune surveillance de ceux-ci. En conséquence, l'Occupant n'a droit à aucune indemnisation de leur part en cas de sinistre né d'une absence de surveillance desdits Équipements.

### **11-2- Responsabilité de la Régie**

La Régie répond des seuls dommages matériels et corporels directs résultant de ses biens propres, d'un acte volontairement malveillant ou d'une faute d'exploitation.

Le montant des indemnités garanti par lui ne saurait excéder, tous chefs de demande confondus, la somme de deux (2) millions d'euros par an et par sinistre.

L'Occupant renonce expressément à tout recours contre la Régie et fait renoncer son/ses assureurs à tout recours contre la Régie pour les préjudices excédant la limite de responsabilité visée ci-avant ainsi que pour les dommages indirects et dommages immatériels.

A l'expiration de la présente Convention, toutes les dispositions du présent Article conservent leur plein et entier effet jusqu'au retrait effectif des Équipements actifs et passifs de télécommunications de l'Occupant.

## **ARTICLE 12. NULLITE**

---

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente Convention sont tenues pour non valides ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et toute leur portée.



### **ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE – LITIGES**

---

Les Parties font élection de domicile, chacune à l'adresse mentionnée dans les en-têtes de la présente Convention.

Les litiges pouvant naître de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **ARTICLE 14. CESSION ET SUBSTITUTION**

---

L'Occupant ne peut céder sous quelque forme que ce soit, à titre gracieux ou à titre onéreux, tout ou partie de ses droits et obligations résultant de la présente Convention sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

La Régie peut céder tout ou partie de ses droits et obligations résultant de la présente Convention à la Métropole Montpellier Méditerranée ou à tout tiers désigné par elle. L'Occupant sera informé de cette cession dans les meilleurs délais. L'Occupant ne peut s'opposer à cette substitution.

### **ARTICLE 15. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

---

La présente Convention est composée des documents suivants :

- La présente Convention ;
- **Annexe 1** : comprenant le descriptif des Équipements techniques et des travaux d'aménagement ainsi que les plans et schémas des lieux mis à disposition et des installations ;
- **Annexe 2** : Plans Indicatifs des Emplacements, conditions d'accès et interlocuteurs ;
- **Annexe 3** : Confirmation d'autorisation de travaux et accord du Propriétaire pour l'accomplissement des démarches administratives ;
- **Annexe 4** : Autorisations administratives de l'Occupant ;
- **Annexe 5** : Formulaire d'accès

Fait à Montpellier,

Le ..... 2016

En deux (2) exemplaires originaux dont un remis à chaque Partie.

La Régie :

L'Occupant :



## ANNEXE 1

### Descriptif des équipements techniques et des travaux d'aménagement, Plan et schéma des lieux mis à disposition

- DESCRIPTIFS DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES SUSCEPTIBLES D'ETRE INSTALLES SUR CES EMPLACEMENTS

Ces Équipements sont notamment constitués de :

- Supports de paraboles (F.H.) et leurs systèmes de fixations,
- Paraboles et leurs systèmes de fixations,
- Descentes de câbles,
- Shelter et/ou armoires techniques recueillant l'ensemble de nos équipements techniques,
- Génie civil, fourreaux pour câble optique, fourreaux pour câble d'alimentation électrique et fourreaux pour câble de transmission interface.

Document annexé Installations baies tétra sur château d'eau de Massane et Croix d'Argent

- PLAN ET SCHÉMA DES LIEUX MIS A DISPOSITION

Document annexé Installations baies tétra sur château d'eau de Massane et Croix d'Argent



## Ville de MONTPELLIER

### Installations baies tétra sur château d'eau de Massane et Croix d'Argent



Version	Date	Auteur	Validation	Modifications
V1.2	26 04 16	FRANCK STURM		modification

## Sommaire

<b>1.</b>	<b>SITE RADIO CROIX D'ARGENT .....</b>	<b>3</b>
1.2	DESCRIPTION DU MATERIELS INSTALLES .....	4
1.2.1	Les antennes.....	4
1.2.2	La baie radio.....	5
1.2.3	Raccordement electrique .....	6
<b>2.</b>	<b>SITE DES HAUTS DE MASSANE.....</b>	<b>7</b>
2.1.1	description du matériel installé.....	8
2.1.2	Les antennes.....	8
2.1.3	La baie radio.....	10
2.1.4	Raccordement electrique .....	11

---

## ***1. Site radio Croix d'Argent***

---



## 1.2 Description du matériels installés

Une baie 42u est installée dans la partie basse du château d'eau.

Quatre batteries câblées en 48 volts assurent une autonomie de 8h.

Deux antennes FH (lien vers Garo sud et le pylône de la gendarmerie) sont installées ainsi qu'une antenne tétra directive fixées sur la structure supérieure du château d'eau

### 1.2.1 LES ANTENNES



Antenne GPS baie  
Tétra

Antenne FH vers  
Garo sud



Antenne FH vers  
Gendarmerie

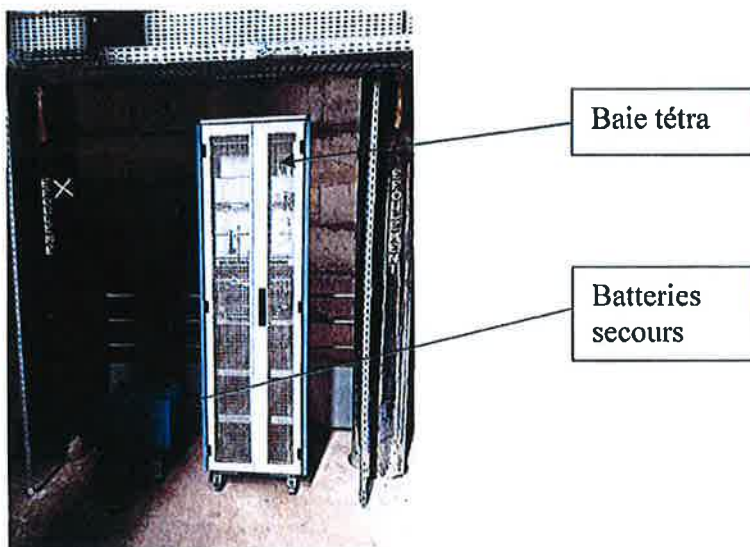
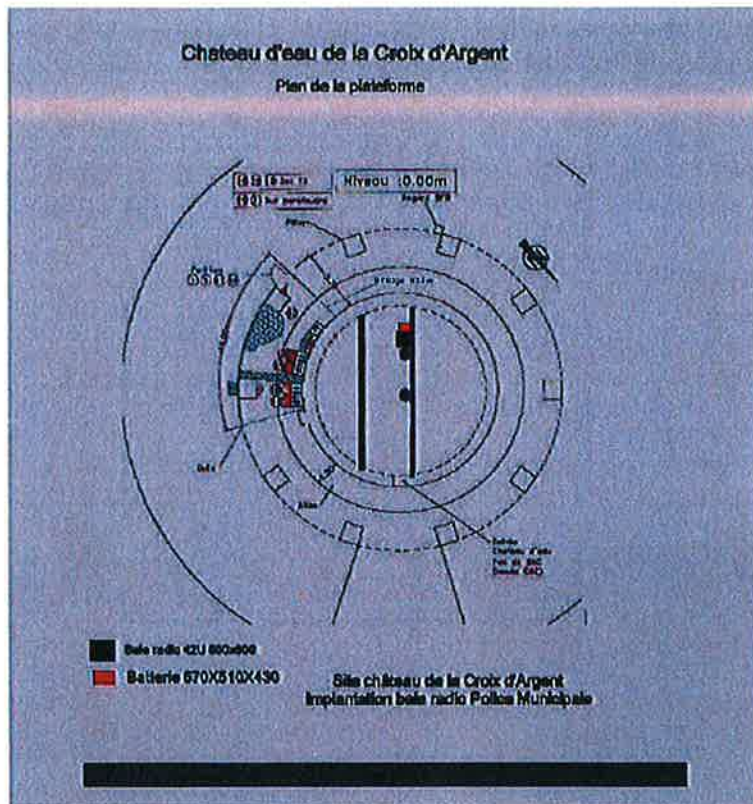


Antenne radio tétra  
directive



## 1.2.2 LA BAIE RADIO

### Installation de la baie et des batteries



Une câblette a été installée à gauche de la baie permettant de supporter les 3 câbles coaxiaux de 11mm, elle achemine les coax et les raccorde aux antennes sur la partie haute du château d'eau

### 1.2.3 RACCORDEMENT ELECTRIQUE

Un câble électrique a été tiré entre l'enveloppe EDF à l'extérieur du château d'eau. Il est raccordé à un tableau électrique dédié à cette installation dans le château d'eau.



Compteur électrique  
mairie de  
Montpellier

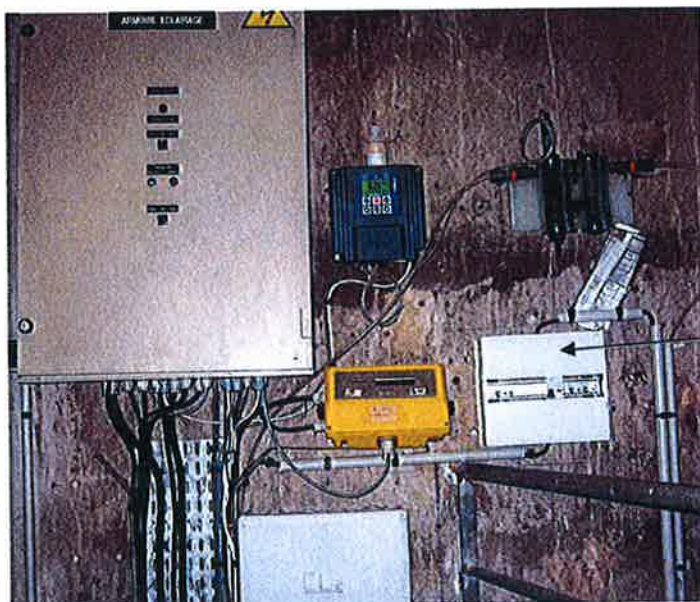


Tableau  
électrique  
d'alimentation  
de la baie Tétra

---

## ***2. SITE DES HAUTS DE MASSANE***

---

### 2.1.1 DESCRIPTION DU MATERIEL INSTALLE

---

Une baie 42u est installée dans la partie basse du château d'eau. Elle est raccordé à quatre batteries câblées en 48 volts situées sous la dalle. Elles assurent une autonomie de 8h.

- 1 antenne FH de 20 cm (lien vers la maison pour tous Georges Brassens) fixée en façade à 40 m. Elle est raccordée à un boîtier sur la passerelle.
- 1 antenne tétra directive fixée sur le pylône en haut du château d'eau
- 1 antenne GPS fixée en façade a environ 7m de hauteur

### 2.1.2 LES ANTENNES

---



Antenne FH vers  
la maison pour



Antenne GPS





Antenne radio tétra  
directive

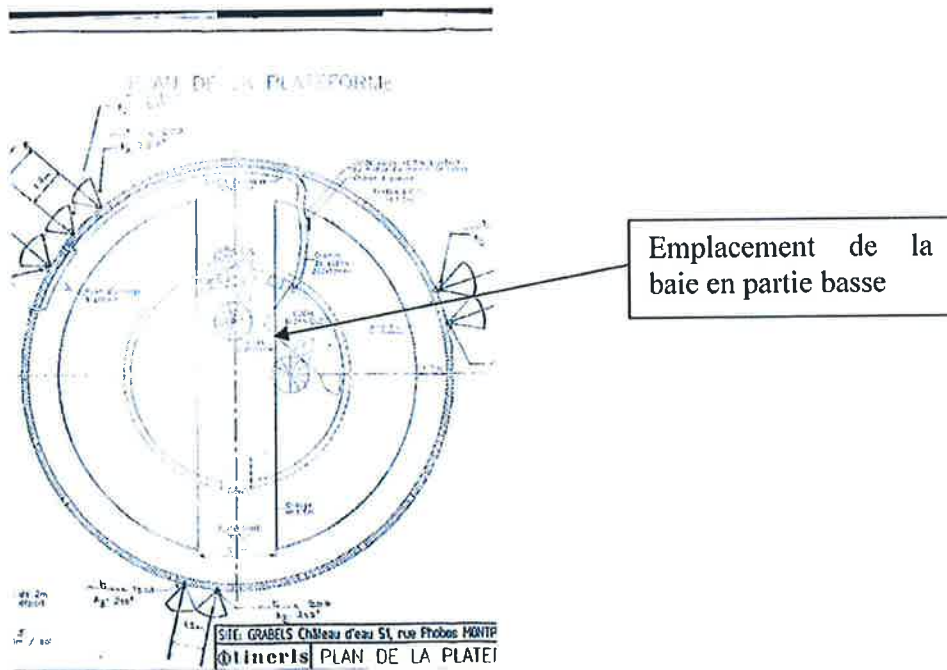
Boitiers FH vers la maison pour tous situé sur la passerelle



Boitiers FH

### 2.1.3 LA BAIE RADIO

#### Installation de la baie et des batteries



Baie tétra

Le chantier batterie est constitué de 4 batteries câblées en 48V, il se situe sous la baie.



Batterie  
baie tétra

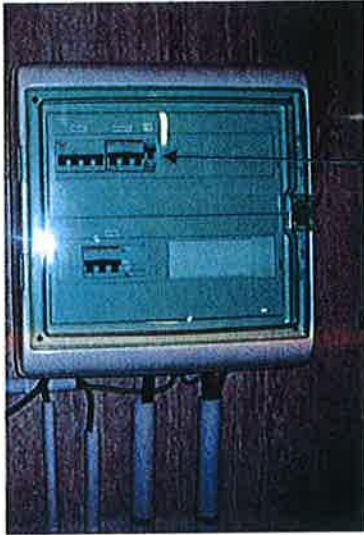
#### 2.1.4 RACCORDEMENT ELECTRIQUE

---

La baie radio est raccordée sur le tableau électrique de la ville, un départ dédié a été installé pour alimenter la baie



Tableau électrique  
de la ville de  
Montpellier



Disjoncteur C10  
départ électrique  
vers la baie Tétra





## **ANNEXE 2**

### **Plans indicatifs des emplacements, conditions d'accès et interlocuteurs**

#### **A. PLANS INDICATIFS**

Document annexé Installations baies tétra sur château d'eau de Massane et Croix d'Argent



## **B. CONDITIONS D'ACCES - INTERLOCUTEURS**

Pour toute intervention, l'agent de l'Occupant ou tout tiers désigné par lui, devra impérativement être muni du formulaire d'accès dûment complété, dont le modèle est annexé, Annexe 5.

Tout intervenant, bien qu'ayant prévenu la Régie conformément aux dispositions ci-après indiquées, se présentant sans ledit formulaire d'accès dûment complété se verra refuser l'accès à l'ouvrage.

### **Pour les opérations de maintenance préventive/entretien**

L'Occupant devra informer la Régie au moins cinq (5) jours ouvrés à l'avance des dates auxquelles seront effectuées les opérations de maintenance préventive.  
Le numéro d'appel est le : 07 79 42 72 81.

En cas de panne et/ou de dysfonctionnement du numéro précité, un second numéro d'appel est mis à disposition : 0434087182

L'appel devra être confirmé par mail : [usines@regiedeseaux.montpellier3m.fr](mailto:usines@regiedeseaux.montpellier3m.fr)

La Régie, si elle l'estime nécessaire assurera une présence. Dans cette hypothèse, la Régie assurera l'ouverture et la fermeture des locaux concernés.

A défaut, l'Occupant pourra récupérer auprès de la Régie les clés ou tout autre moyen d'accès lui permettant d'effectuer les opérations précitées, à l'adresse suivante :

2000 Route de Mendes

34070 MONTPELLIER

Il est expressément interdit à l'Occupant de conserver les clés ou tout autre moyen d'accès, en cas d'opération sur plusieurs jours. Il est impératif de ramener les clés ou tout autre moyen d'accès à la Régie (adresse sus visée) avant 16h00.

### **Pour les opérations de maintenance curative**

L'Occupant ou tout tiers désigné par lui devra informer la Régie en respectant un délai de préavis de 2 heures ouvrées pour effectuer toute opération de maintenance curative sur ses équipements.

- Pendant les heures d'ouverture du site :

L'accès au site pendant les heures d'ouverture se fera dans les mêmes conditions que celles prévues pour les opérations de maintenance préventive/entretien.

- Pendant les heures d'astreinte :



Les périodes d'astreintes correspondent aux périodes de fermeture des sites.

Le numéro d'appel est le : 07 79 42 72 81

En cas de panne et/ou de dysfonctionnement des numéros précités, un second numéro d'appel est mis à disposition : 0411950629

L'appel devra être confirmé par mail : [usines@regiedeseaux.montpellier3m.fr](mailto:usines@regiedeseaux.montpellier3m.fr)

Dans cette hypothèse, la Régie se présentera sur site et en assurera l'ouverture et la fermeture. Pour ce faire, l'agent d'astreinte présentera une fiche d'intervention qui devra être dûment signé par l'agent de l'Occupant ou tout tiers désigné par lui. Cet agent devra être habilité à signer ladite fiche d'intervention.

Les déplacements de la Régie seront facturés dès le premier déplacement, conformément à l'article 10-2 de la Convention.



### ANNEXE 3

#### Confirmation d'autorisation de travaux et accord du propriétaire pour l'accomplissement des démarches administratives

De : [Nom Collectivité]  
[Titre]  
Monsieur ...  
Sis *Adresse*

A : L'OCCUPANT  
[Titre]  
Monsieur ...  
*Adresse*

A ..., le .....

Objet : Réservoir de ... - Cadastéré section ..., n° ...

Messieurs,

Conformément à la Convention signée le ..... , nous vous confirmons, par la présente lettre, notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de vos Equipements techniques sur l'immeuble référencé ci-dessus, dans les conditions précisées dans la Convention et ses Annexes, en particulier son Annexe 2.

Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que l'Occupant accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

M. ...  
*Titre*

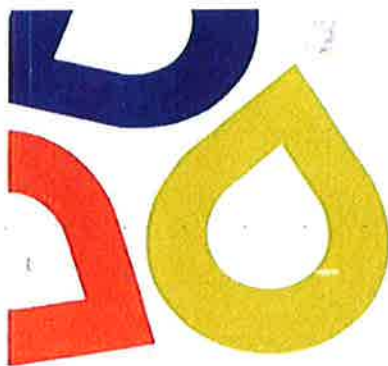


#### **ANNEXE 4**

#### **Autorisations administratives de l'Occupant**



**ANNEXE 5**  
**Formulaire d'accès**



## FORMULAIRE D'ACCES AUX RESERVOIRS

### DEMANDE D'INTERVENTION A ADRESSER A LA REGIE DES EAUX

Adresse d'envoi : [usines@regiedeseaux.montpellier3m.fr](mailto:usines@regiedeseaux.montpellier3m.fr)

Ce formulaire est à adresser à la Régie :

- au minimum 5 jours ouvrés avant la date souhaitée pour les interventions de maintenance préventive et entretien
- au minimum 48 heures ouvrées avant la date souhaitée pour les interventions de maintenance curative.

En cas de non-respect de ces délais, la Société se verra refuser l'accès à l'ouvrage, et par conséquent, à ses installations. Dans cette hypothèse, la Société devra proposer une nouvelle demande d'accès dans le respect desdits délais.

Les interventions de maintenance préventive/entretien et de maintenance curative (si possible pour ces dernières) devront avoir lieu durant les heures ouvrées entre 8h et 12h et 13h30 et 16h00.

Toute annulation d'intervention doit être expressément indiquée à la Régie, à l'adresse mail sus indiquée, dans un délai de 48 heures avant la date prévue. A défaut, la Régie pourra appliquer une pénalité égale au montant d'un déplacement pour intervention de maintenance curative.

#### I – DEMANDE DE L'ENTREPRISE INTERVENANTE

Entreprise ou établissement intervenant :

- Désignation : .....
- Adresse : .....
- Responsable demandant l'intervention :
  - Nom et Prénom : .....
  - Téléphone Fixe : .....
  - Téléphone portable (obligatoire) : .....
  - Fax : .....

Désignation de l'entreprise commanditaire de l'intervention : .....

Objet de l'intervention : .....  
.....  
.....  
.....



**Date de l'intervention demandée :** .....

**Heure prévisionnelle de début :** .....

**Heure prévisionnelle de fin :** .....

**Ouvrage(s) concerné(s) (désignation, adresse) :**

.....

.....

.....





## Intervenants :

- Nom et prénom du responsable intervenant sur le ou les sites :  
.....
- Téléphone du responsable intervention : .....
- Type de pièce d'identité qui sera présentée : .....
- Numéro de la pièce d'identité : .....
  
- Nom et prénom intervenant n° 2 sur le ou les sites :  
.....
- Type de pièce d'identité qui sera présentée : .....
- Numéro de la pièce d'identité : .....
  
- Nom et prénom intervenant n° 3 sur le ou les sites :  
.....
- Type de pièce d'identité qui sera présentée : .....
- Numéro de la pièce d'identité : .....
  
- Nom et prénom intervenant n° 4 sur le ou les sites :  
.....
- Type de pièce d'identité qui sera présentée : .....
- Numéro de la pièce d'identité : .....
  
- Nom et prénom intervenant n° 5 sur le ou les sites :  
.....
- Type de pièce d'identité qui sera présentée : .....
- Numéro de la pièce d'identité : .....

**Important :** pour chaque intervenant, il convient de joindre à la présente demande, une copie **lisible** de la pièce d'identité.

Nombre de copies de pièces d'identité jointes à la demande : .....

Les informations recueillies dans le présent document, sont destinées à être transmise sur leur demande aux autorités administrative et judiciaire. La Régie des Eaux garantit le respect des dispositions de la loi Informatique et Libertés du 06 Janvier 1978.

## II – ACCORD DE LA REGIE DES EAUX

- L'accord pour l'intervention à la date et aux heures demandées est accepté :**

☐ **Oui**      ☐ **Non**

**Contact Régie des Eaux sur site : ..... Portable : .....**

**Nota :** tout retard sur site de plus de 15 minutes non signalé au préalable entrainera automatiquement le report de l'intervention à une date ultérieure.

- Consignes particulières pour la réalisation de l'intervention :**

[illegible]

- Motif en cas de refus de l'intervention :**

[illegible]

**Date :**

**Signature du représentant de la Régie des Eaux**

**III – DEBUT DE L'INTERVENTION**

**Jour et heure de présentation à la Régie des Eaux du responsable intervenant sur le ou les sites :**  
..... à .....

- **Responsable intervenant :**

• **Nom, prénom :** .....

• **Signature :** .....

**Le responsable de la Régie des Eaux contrôle les pièces d'identité des personnes intervenantes :**

- **Nom, prénom du représentant de la Régie des Eaux :** .....

- **Noms et prénoms des personnes intervenantes :**

.....  
.....  
.....  
.....

- **Signature du représentant de la Régie des Eaux :** .....

**IV – FIN DE L'INTERVENTION**

- **Heure de fin d'intervention :** .....

- **Nom et prénom du représentant de la Régie des Eaux :** .....

- **Observations éventuelles du responsable intervenant sur le ou les sites, ou du responsable de la Régie des Eaux :**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**Signature responsable intervenant**

**Signature représentant Régie des Eaux**

**NOTA : LES PARTIES III ET IV SONT A RENSEIGNER A RAISON D'UNE PAGE PAR JOUR D'INTERVENTION**

100 90 80 70 60 50 40 30 20 10 0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100

## **Séance publique du mercredi 20 juillet 2016**

**Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## **Créations de nouveaux tarifs pour le spectacle « Vive les animaux ! » présenté au Zoo de Lunaret**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La saison prochaine, le Théâtre Jean Vilar s'associe au Théâtre Universitaire La Vignette pour la diffusion hors les murs du spectacle « Vive les animaux ! » de Thierry Bedard / Compagnie notoire.

Le théâtre La Vignette et le Théâtre Jean Vilar co-organisent l'opération, se partagent équitablement les dépenses et assurent une billetterie partagée pour les 6 représentations.

« Vive les animaux ! » se présente sous la forme d'une conférence savante, basée sur les travaux de l'éthologue Vinciane DESPRET, dans laquelle des animaux sont présentés sous forme de peluches animées dans un stand forain, sous la responsabilité d'un assistant vite débordé par sa machinerie délirante. Dans ce spectacle, la compagnie remet en cause avec beaucoup d'ironie nos idées reçues sur la question animale.

Les représentations sont prévues sur le campus les 26 et 27 avril 2017 et au zoo de Lunaret les 29 et 30 avril 2017.

Afin de toucher un public large et familial, il est proposé d'appliquer un plein tarif de 5 € et un tarif réduit de 2 €, aux conditions usuelles du Théâtre.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter les tarifs proposés dans la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

## Séance publique du mercredi 20 juillet 2016

Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition d'un terrain communal Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, à l'occasion de la fête de « Aïd Al-Adha », propose de mettre à disposition de l'association « La Bergerie Languedocienne Montpellier » un espace dépendant de l'espace Rock permettant l'installation d'un équipement mobile d'abattage rituel, sous réserve de l'obtention de l'agrément sanitaire et de l'autorisation de l'exploitation à titre temporaire d'une installation d'abattage d'ovins par la Préfecture.

Cette mise à disposition du terrain sera assujettie à une redevance correspondant à la valeur locative du terrain mis à disposition pour la période des festivités. A ce titre, elle a fait l'objet d'une décision du Maire. Cette installation permettra de centraliser et de sécuriser sanitaire l'abattage rituel sur le territoire de la Ville.

Dans le cadre de cette manifestation, l'association « Générations solidaires et citoyennes » souhaite organiser la création d'un espace sur le même site afin d'accueillir les familles, et mettre en place un certain nombre d'animations. Considérant l'intérêt de ce projet, et considérant que ce projet ne comporte aucune vocation culturelle, la Ville consent la mise à disposition du site sollicité à titre gratuit.

Cette gratuité est constitutive d'une subvention en nature de 1 500 € par jour, soit 4 500 € correspondant à la valeur locative du terrain mis à disposition pour la période de la fête du 11 au 13 septembre 2016. A ce titre, elle sera portée au compte administratif de la Ville et au compte de l'association.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de mise à disposition à titre gratuit du terrain ci-dessus désigné au bénéfice de l'association « Générations solidaires et citoyennes » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21/07/2016**





## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN COMMUNAL

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La Commune de MONTPELLIER,**

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par décision du

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

### ET :

**L'association « Générations solidaires et citoyennes »**

Domiciliée .....

Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

### **IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI:**

La Ville de Montpellier est propriétaire du bien situé :

Espace Rock

Domaine de Grammont

34000 Montpellier

qui appartient à son domaine privé.

La Ville de Montpellier, à l'occasion de la fête de l'Aïd Al-Adha , met à disposition de l'association « La Bergerie Languedocienne Montpellier » un espace dépendant de l'espace Rock permettant l'installation d'un équipement mobile d'abattage rituel.

De façon complémentaire, l'association « Générations solidaires et citoyennes » souhaite organiser la création d'un espace sur le même site afin d'accueillir les familles, leur offrir un lieu de détente et mettre en place un certain nombre d'animations.

Considérant l'intérêt de ce projet, la Ville consent la mise à disposition du site sollicité.

| Paraphe Ville

Paraphe Preneur

1001

En outre considérant que ce projet, bien que complémentaire du projet d'abattage mobile, ne comporte en lui-même aucune vocation culturelle, la mise à disposition est consentie à titre gratuit.

## **Article 1 -Objet**

La présente convention de mise à disposition a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le terrain susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

## **Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués**

### **2.1 - Désignation des lieux**

La Ville de Montpellier met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés, cf. plan avec zone spécifique:

Espace Rock  
Domaine de Grammont  
34000 Montpellier

Le terrain loué, dont la parcelle est cadastrée section RL 01, s'étend sur une superficie de 40 000 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare le connaître parfaitement pour l'avoir vu et visité.

### **2.2 - Destination des lieux**

Le terrain sera exclusivement destiné à l'usage d'un espace détente / animation (2 chapiteaux ouvert de 200 m<sup>2</sup> chacun).

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale ou politique.

### **2.3 - Etat des lieux**

#### **2.3.1 - Etat des lieux entrant**

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

#### **2.3.2 - Etat des lieux sortant**

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

### **Article 3 - Durée**

La présente convention de location est consentie pour une durée de 3 jours.

Elle prendra effet à compter du 11 au 13 septembre 2016.

Elle ne pourra faire l'objet d'aucun renouvellement.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier.

### **Article 4 - Loyer**

Le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction de l'intérêt général, le loyer est consenti à titre gratuit.

Cette gratuité est constitutive d'une subvention en nature de 1 500 € par jour, soit 4 500 €, correspondant à la valeur locative du terrain mis à disposition pour la période de la fête du 11 au 13 septembre 2016.

Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui du preneur.

### **Article 5 - Obligations du preneur**

#### **5.1 - Conditions d'utilisation des locaux**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur maintiendra l'ensemble du terrain mis à disposition en bon état d'entretien, de telle sorte que le tout soit remis en bon état à la ville de Montpellier à l'expiration du bail sauf usure et vétusté normales. Le preneur autorise les services de la Ville de Montpellier à procéder, à tout moment, à des visites d'inspection.
- 2) Le preneur devra obtenir l'accord écrit de la Ville de Montpellier pour tous travaux d'aménagement qu'il envisage de faire sur le bien loué.
- 3) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
  - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
- 4) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique ou commerciale.

### **5.3 - Statuts de l'association**

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

### **Article 6 – Assurances**

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées sur le terrain y compris ceux causés aux tiers.

Une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier  
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité  
Direction Architecture Immobilier  
1 place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

### **Article 7 – Cession – sous-location**

Le preneur devra occuper personnellement le terrain mis à disposition.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

### **Article 8 - Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'une semaine, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le preneur. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville par lettre recommandée avec accusé réception, dans un délai de un mois.

**Article 9 – Restitution des locaux**

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution du terrain le 21 septembre.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du terrain par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritrus divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritrus divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

**Article 10 - Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
le .....

**Pour la Ville**

**Pour le preneur,**

Qualité :

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

Nom et prénom :  
(+ Cachet de l'association)

## Séance publique du mercredi 20 juillet 2016

Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une subvention en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le compte administratif de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 30 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 109 571,00 €.

DATES	SALLES	ORGANISMES	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
27/06/2016	SALON DU BELVEDERE	Espoir Méditerranée	315	30,5	284,5
du 4 juillet au 09 sept 2016	Salle Expo Hôtel de Ville	Agence Etincelle ("Espace logement étudiant")	32 100,00	0,00	32 100,00
21/07/2016	Salle de réceptions Grammont	Société d'Entraide des Membres de la Légion d'Honneur	2 040,00	51,00	1 989,00
06/08/2016	Salle Jules PAGEZY	Parents d'Elèves du Conservatoire	1 630,00	51,00	1 579,00
04/09; 2/10; 6/11/2016; 8/1;12/2; 5/03; 2/04; 14/05; 3 et 4/06/2017	Salle Jules PAGEZY	MONTPELLIER POKER	19 630,00	969,00	18 661,00
09/09; 13/10; 10/11; 8/12/2016; 12/01; 9/02;13/04; 11/05; 8/06/2017	SALLE PETRARQUE	SOCIETE DES POETES FRANCAIS	5 490,00	274,50	5 215,50
08/09/2016	CENTRE RABELAIS	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	1 325,00	51,00	1 274,00
28/06 et 09/09/2016	Salle Jules PAGEZY	IPESAA	3 260,00	102,00	3 158,00
09 et 10/09/2016	SALLE PETRARQUE	Sérendipité et Spiritualité	1 220,00	610,00	610,00
10/09; 15/11/2016; 17/01; 14/03; 13/05/2017	Salle Guillaume de Nogaret	SOLIDARITE HOMEOPHATIE	1 575,00	0,00	1 575,00
du 12 au 16/09/2016	SALLE PETRARQUE	Association Montpelliéraine Universitaire Culture et Sport	3 050,00	152,50	2 897,50
13/09/2016	Salle Jules PAGEZY	Secours Populaire Français	1 630,00	0,00	1 630,00
du mercredi 14/09/2016 au mercredi 28/06/2017 (soit 34 jours)	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	SARBACANE de L'Hérault	15 300,00	1 037,00	14 263,00
15/09/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	INSET	450,00	30,50	419,50
16/09/2016	Salle Guillaume de Nogaret	TRIBUNAL ADMINISTRATIF de Montpellier	315,00	30,50	284,50
17/09/2016	Salle Jules PAGEZY	Eglise Protestante Malgache en France	1 630,00	51,00	1 579,00
17/09/2016	Salle de réceptions Grammont	ASPTT Montpellier Natation	2 040,00	51,00	1 989,00
18/09/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	CLICS34	900,00	61,00	839,00
du 19 au 25/09/2016	SALLE PETRARQUE	Cellanova.Org	4 880,00	167,50	4 712,50
20/09/2016	Salle Jules PAGEZY	Femmes Actives Mouv	1 630,00	51,00	1 579,00
21 et 22/09/2016	CENTRE RABELAIS	CRIAVS LR CHU DE MONTPELLIER	2 650,00	102,00	2 548,00
23/09 et 26/11/2016	CENTRE RABELAIS	Mots Passants	2 650,00	102,00	2 548,00
23/09/2016	SALON DU BELVEDERE	association LOLA PRODUCT	315,00	30,50	284,50
23/09/2016	Salle Guillaume de Nogaret	GHANDIS	315,00	30,50	284,50
24 et 25/09/2016	CENTRE RABELAIS	Collège des humanités	3 325,00	1 662,50	1 662,50
24/09/2016	Salle Jules PAGEZY	Association Rêves de Mômes	1 630,00	815,00	815,00
27/09/2016	CENTRE RABELAIS	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	1 325,00	51,00	1 274,00
28/09/2016	Salle Jules PAGEZY	Université du Tiers Temps	1 630,00	51,00	1 579,00
28/09/2016	CENTRE RABELAIS	CIRAD	1 325,00	51,00	1 274,00
30/09/2016	CENTRE RABELAIS	AFREE	1 325,00	662,50	662,50
Total =					<b>109 571,00</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire..

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21/07/2016**



## Séance publique du mercredi 20 juillet 2016

Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le compte administratif de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 49 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 18555 €

Les associations concernées sont :

**MPT VOLTAIRE** : Theavida 1430€, Aoa 140€, Surdi 34 245€, Baobab 165€, Adesso e sempre 140€, Gem rabelais 165€, Furies 165€, Sésame autisme 245€, Cac St François 270€

**MPT CURIE** : Fcpe conseil local Celleneuve 245€

**MPT GUILLERME** : Avec 695€, Mecs Mas du Moulin 675€, Chu Montpellier 165€, Comité de quartier St Clément 165€

**MPT CAMUS** : Anadolu 220€, Les Oudlers Montpelliérains 220€, Rencontre 110€, Bâtir au féminin 110€, Fight contact 575€, Association tutélaire de gestion 110€, Tiens bon la barre 270€, Racing club Lemasson 140€

**MPT VILLON** : Mecs Mas du moulin 455€, Bge 245€, Comité de quartier St Clément 245€, Conseil départemental de l'accès aux droits 245€, centre d'information des droits de la femme et de la famille 490€, Essor 1855€, Clcv 245€, Comider 455€, Devenet 455€, La détente 245€, Mljam 455€, Montpellier scrabble 755€, Petits débrouillards 245€, Question pour un champion 455€, Raiponce 1495€, Somis 220€, Ufolep 300€, Abraxas dance compagny 300€, Chant dessus dessous 455€, Good news gospel 34 430€, La maison du judo 220€, Salade culturelle 165€, Initiatives plurielles 455€, Club de la panthère 245€

**MPT SAND** : Lulu la créa 220€, Rire 220€, Association de gymnastique fondamentale 300€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 11 associations , pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3135€

Les associations concernées sont :

**MPT VOLTAIRE** : Linge et sons 330€, Cac St François 550€, Lola product 220€

**MPT CURIE** : Pétanque club 110€

**MPT VILLON** : Mljam 110€, Montpellier scrabble 880€

**MPT MERCOURI** : Cie Sherpas 165€, Cie la hurlante 110€, Cie les 4 coins 220€, Eurogrèce 220€

**MPT PAGNOL** : Les randonneurs Montpelliérains 220€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre définit dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21/07/2016**

Maison pour tous :			Voltaire	Pour la période de :		2016/2017		
Pour Conseil municipal du :			juil-16					
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	LINGE ET SONS	LENA EDLER VON BRAUN 0663002534	promouvoir la création artistique, création d'événements culturels originaux, production et diffusion.	Nuit du linge (concerts électro)	AF	21 au 23/10	30,00 h.	330 €
	CAC ST FRANCOIS	JEAN PIERRE DUDRAGNE 0499581128 24 RUE DE PORTO 34000 MONTPELLIER	ANIMATION CULTURELLE QUARTIER ST FRANCOIS	Pôt de rentrée + Conférences + Galette	AF	11 dates (X 55€)	22,00 h.	550 €
	LOLA PRODUCT	BONNET Jacques 04 67 15 55 23	Association pour l'apprentissage, la pratique et la promotion des musiques actuelles	Subonica Women In Rock : Manifestation culturelle (concerts). SI PLUIE	AF	10 au 11/09	20,00 h.	220 €
Maison pour tous :			Marie - Curie	Pour la période de :		2016/2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Pétanque club	Alain DI MEGLIO 66 route de Lodève 34080 Montpellier 06 12 24 26 96	Club de pétanque	Tournoi de boules , Rencontre annuelle des club		06/09/2016 19h à 23h et 08/10/2016 9h à 21h	2 vacations à 55 €	110 €
Maison pour tous :			Villon	Pour la période de :		2016/2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	MLIAM	Patricia Miralles 1 place Francis Ponge 34000 Montpellier	Insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans	Commission Insertion		mardi 11 octobre de 9h à 12h mardi 6 décembre de 9h à 12h	Demi journée salle pour - 60 personnes	110 €
	Montpellier Scrabble	Bohbot Hervé 51 rue Michel Ange Bat E 34090 Montpellier 06 60 57 60 78	Promotion du jeu du scrabble	Pratique du jeu scrabble	Championnat départemental  Qualifications championnat de France  Finale concours scolaire  tournoi de scrabble  Assemblée générale	samedi 8 octobre de 13h à 19h dimanche 11 décembre de 9h à 19h samedi 28 janvier de 13h à 17h dimanche 14 mai de 9h à 19h samedi 1er juillet de 9h à 17h	journée salle + 60 personnes	880 €
Maison pour tous :			Mercouri	Pour la période de :		2016/2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CIE SHERPAS	Mme Nathalie REY 125 Rue des Violet le Duc 34070 Montpellier	La compagnie a pour objectif de favoriser le rapprochement d'artistes autour de spectacle vivants	stage d'improvisation théâtrale	Participe au projet de la structure Faible participation demandée Place ouverte à des personnes en difficultés sociales	2 demi journée juillet 2016	10,00 h.	55 €
	CIE HURLANTE	Mme Awena GARANDEL 42 rue de Craponne Tel : 0631498750	Création et diffusion de spectacle	Représentation avec les élèves de la compagnie pour un spectacle de fin d'année	CIE qui donne des cours de théâtre aux enfants le mercredi après midi à la maison pour tous Mélina MECOURI	29 juin 16 15h-23h	5h	110 €
	CIE SHERPAS	Mme Nathalie REY 125 Rue des Violet le Duc 34070 Montpellier	La compagnie a pour objectif de promouvoir des ateliers de théâtre	plateau d'improvisation théâtrale	Participe au projet de la structure	23/09/2016	5h	110 €
	CIE des 4 coins	Pierre ECH 198 rue de la Grotte des Demoiselles 34000 Montpellier 06 16 57 74 46	compagnie de théâtre amateur	festival millénaire en scène	Participe au projet de la structure entrée libre	16 et 17/09/2016	8h	220 €
	Euro Grèce	M ANAGNOSTOPOULOS Antoine espace Martin Luther King 27 Bd Louis Blanc 34000 Montpellier 06 13 54 35 36	activités culturelles favoriser les échanges entre les deux pays (France et Grèce)	récitation piano	pas de tarification partenaire de la MPT	vendredi 7 octobre 2016 de 16h à 21h	5h	110 €
	Euro Grèce	M ANAGNOSTOPOULOS Antoine espace Martin Luther King 27 Bd Louis Blanc 34000 Montpellier 06 13 54 35 36	activités culturelles favoriser les échanges entre les deux pays (France et Grèce)	conférence projection	pas de tarification partenaire de la MPT	le dimanche 18 novembre 2016 de 18h à 21h30.	4h	110 €
Maison pour tous :			Marcel PAGNOL	Pour la période de :		2016/2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	les randonneurs montpelliérains	chez Mr Frigoia François , 43 rue Alain Colas , Montpellier Président Antoine Paoloni : 263 chemin des baumes Montferrier sur lez	randonnées pédestres dans la région , activités culturelles	Assemblée Générale	salle libre, avis favorable	dimanche 21/11/2016 de 9h à 18h	9h	220 €
							total	3 135 €

Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

annuelle

Maison pour tous :			Voltaire	Pour la période de :		Septembre 2016 à juin 2017		
Pour Conseil municipal du :			juin-16					
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	THEAVIDA	Gonzalez Gabrielle 0607222431	Organiser des événements culturels mêlant théâtre, vidéo et danse, ouverts à tous.	Chorale et théâtre + représentation de fin d'année	26 dates (X55€) au total Ateliers bi hebdomadaires	samedi 10h30 à 12h30 dimanches de 10h à 17h	26 demi-journées	1 430 €
	AOA	ALLAYA Marie Claire 06 20 49 25 14 136 RUE CHRISTIAN DIOR 34090 MONTPELLIER	Aide aux boulimiques	soutien / groupe de parole	RAS	Dimanche de 18h à 19h30	1,50 h.	140 €
	SURDI 34	CELYET MARELE 07 87 63 49 69 257 AVENUE RAYMOND DUGRAND 34000 MONTPELLIER	aide aux sourds et mal entendants	Tai chi Chuan Langues des signes française (LSF)	RAS	Jeudi de 10h à 12h et MARDIS de 9h30 à 10h45	3,75 h.	245 €
	BAOBAB	THERON ISABELLE 04 67 79 26 03 594 AVENUE DE SAINT MAUR 34000 MONTPELLIER	Accueil parents enfants	Animation lieu d'accueil parents enfants sur la MPT	RAS	Mardi 14h à 16h30	2,50 h.	165 €
	ADESSO E SEMPRES	Josette PAPINI 06 01 19 17 64 42 Rue Adam de Craponne 34000 MONTPELLIER	Création - production culturelles	Atelier de Théâtre Vidéo	Ados et Adultes, débutants	lundi de 19h30 à 21h	1,50 h.	140 €
	GEM RABELAIS	Baelde Philippe 06 16 73 40 78	Entraide mutuelle	Ateliers de musique	RAS	vendredi de 14h à 16h	2,00 h.	165 €
	FURIES	Bardel Jessica 06 72 69 92 81	Hip Hop	Entraînement Crew les furies	RAS	Mercredi de 20h30 à 23h	2,50 h.	165 €
	SESAME AUTISME	Contact: HOUSPIC Edith 06 08 52 96 16	Accompagnement autistes	Sorties culturelles	RAS	Samedi 1/mois 14h à 17h	3,00 h.	245 €
	CAC ST FRANCOIS	JEAN PIERRE DUDRAGNE 0499581128 24 RUE DE PORTO 34000 MONTPELLIER	ANIMATION CULTURELLE QUARTIER ST FRANCOIS	Répétition de la chorale CANTILEN	Adultes	Mercredi de 18h à 20h	2,00 h.	270 €
Maison pour tous :			Marie CURIE	Pour la période de :		Septembre 2016 à juin 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Fcpe conseil local Celleneuve	IBENELFILALI Elisabeth 66 route de Lodève bat 34080 Montpellier 06 46 55 66 65	Rencontres et activités extra-scolaire	Rencontres et activités parents enfants	Enfants et adultes	jeudi de 16h30 à 19h30	3h pour 10 pers	245 €
Maison pour tous :			Fanfonne Guillerme	Pour la période de :		Septembre 2016 à juin 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AVEC	Boukhenter Fatsiha 949 avenue Louis Ravas bât N8 34080 Montpellier 04 67 63 81 35	alphabétisation	alphabétisation + réunion mensuelle	travail social apprentissage du français 2 salles pour les cours	lundi, mardi 9h30 à 11h30 Jeudi, vendredi 14h à 16h réunion mardi 12h à 14h 1 fois par mois	16h/semaine	695 €
	MECS Mas des Moulins	Fort Anne-Marie 2452 avenue du Père Soulas 34090 Montpellier 04 67 63 64 95	accueil de personnes en difficulté sociale	Baby Car ( crèche Itinérante pour les enfants des mères en cours d'alphabétisation)	travail social accueil des jeunes enfants des mères en cours d'alphabétisation	lundi, mardi 8h30 à 12h jeudi 13h30 à 17h vendredi 12h à 17h	15h30	675 €
	CHU	Caceres Frédéric service de socio thérapie Hôpital La Colombière Pôle de psychiatrie 39 avenue Charles Flahault 34295 Montpellier cédex 5 04 67 63 63 81	ateliers pour personnes en souffrance psychique	expression corporelle	travail social d'insertion ouverture sur le milieu ordinaire	jeudi 10h à 12h	2h 10 personnes	165 €
	Comité de quartier St Clément	Gegot Jean-Claude Comité de Quartier St Clément Parc des Ormeaux F88 bloc 3 51 rue Michel-Ange 34070 Montpellier 04 67 63 00 24	Atelier des bambins : groupement d'assistantes maternelles	assistantes maternelles se regroupant avec les enfants qu'elles accueillent pour mener des activités créatives et de loisirs	travail socio éducatif : favoriser les échanges, la créativité, l'éveil ... des tout petits	Jeudi 10h à 11h rencontre parents enfants 1 soirée de juin vendredi 17h à 21h	1h 20 personnes	165 €
Maison pour tous :			CAMUS	Pour la période de :		Septembre 2016 à juin 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	nom du président et coordonnées	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ANADOLU	Toros hashasoglu 133 rue Edmond Halley 34070 Montpellier 06 74 06 71 89 34anadolu@gmail.com	Faire connaître l'histoire, la culture, la diversité des peuples d'Anatolie et favoriser les échanges culturels entre les populations	Atelier rencontre et échanges culturels	Atelier peu onéreux pour les adhérents (20€/an)	vendredi 18h à 20h	2h et 20 personnes incluses.	220 €
	Les Oudiers Montpellierains	Mr Carlinet 145 rue Guillaume Janvier Res Le Barcelone Bat 24 34070 Montpellier 06 10 65 72 71	Développement et promotion du jeu de tarot	rencontre / atelier de tarot	personnes bénévoles Atelier peu onéreux pour les adhérents (25€/an)	jeudi 20h30 à 23h00	2h et 20 personnes incluses.	220 €



	Rencontre	Mme Granel de Solignac 1 rue St Firmin 34000 Montpellier 04 67 66 10 00	Mouvement d'entraide morale aux personnes âgées et isolées	Atelier de rencontre personnes âgées	Personnes bénévoles Atelier peu onéreux pour les adhérents (17€/an)	1 Jeudi par mois de 14h00 à 17h00	1h et 10 personnes incluses	110 €
	Bâtir au féminin	Melle Florence Bono 53 Avenue de la Méditerranée 34000 Montpellier 06 10 11 35 37	Encourager et promouvoir la féminisation des métiers du bâtiment	Atelier de rencontre	Personnes bénévoles Atelier peu onéreux pour les adhérents	1 mercredi / mois de 19h00 à 23h00	1h et 10 personnes incluses	110 €
	Fight Contact	Sébastien Croce 3 rue Monjuich 34070 Montpellier 06 77 11 23 70	Sport d'opposition	découverte et Initiation au sport d'opposition	Lancement du projet suite à une forte demande dans le quartier Croix d'Argent (1ère année)	Lundi 20h00 à 21h30	1h30 et 10 personnes incluses	575 €
	Association Tutélaire de Gestion	Joseph Serre Res le newton 38/6 quai Louis Leveau 34 Montpellier 04 67 10 03 23	Protection des personnes handicapées mentales, physiques ou en difficultés sociales	Permanences d'accueil des usagers du quartier sous protection tutélaire		Lundi de 10h00 à 11h30		110 €
	Tiens bon la barre	Mr David Victor 7 rue de Montlaur 34070 Montpellier 04 67 42 83 07	Pratiquer la gymnastique fondamentale	Ateliers de gymnastique pour les seniors	Atelier peu onéreux pour les adhérents (40€/an)	Vendredi de 9h15 à 10h15		270 €
	Racing Club Lemasson	Wilfried Pavie 28 rue Maguelone 34750 Villeneuve les Mag, 06 58 66 90 10	Club de foot du Lemasson	Aide aux devoirs dans le cadre du projet "la tête et les jambes"	Personnes bénévoles animant le soutien scolaire pour les collégiens et lycéens de la Croix d'Argent	Mercredi 17h00 à 19h00 et samedi 9h30 à 12h00		140 €
Maison pour tous :		François-Villon		Pour la période de :		Septembre 2016 à juin 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Mas des moulins	Anne-Marie Fort 2452 av. du Père Soulas, 34090 Montpellier 04 67 63 64 95	structure sociale à destination public en difficulté	Accueil de la mini crèche itinérante	partenariat Ville, CAF, CG34	Mardi 14h 17h Vendredi 9h 12h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	BGE	Joëlle Vernisse 3 rue Pagezy, 34000 Montpellier 04 67 58 48 45	Accompagnement porteurs de projets de création d'entreprise et suivi.	Permanence « cité Lab » Information, orientation, aide à la formulation, suivi sur la création d'activité	Prestation sociale et d'insertion gratuite pour une aide à la création d'activité.	Jeudi 14h 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Comité de quartier St Clément	Adehila Ravese Parc des Ormeaux F88 bloc B, 34080 Montpellier 06 88 07 80 87	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier Saint Clément	Accueil et permanence des assistantes maternelles du quartier St Clément	Regroupement des Ass mat du quartier St Clément pour de l'animation collective avec les enfants- suivi par le RAM	mardi 9h30 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	CDAD - conseil départemental de l'accès aux droits	Eric Marechal Place Pierre Fiotte, 34040 Montpellier cedex 1 04 67 12 62 98		Permanence d'avocats	Conseil avocat gratuit Projet financé Cucs dans le cadre du pôle de la cohésion sociale (points d'accès aux droits)	1 lundi par mois de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	CIDFF - centre d'information des droits de la femme et de la famille	Maryelle Flalssier 2 rue de la Vieille, 34000 Montpellier 04 67 72 00 24	Créer, animer et gérer des outils d'information et de formation permettant de donner à la femme les moyens d'exercer ses droits à partir de ses propres choix, et en relation avec les autres associations de même nature	permanence juridique en direction des femmes et des familles	Conseil juridique gratuit Projet financé Cucs dans le cadre du pôle de la cohésion sociale (points d'accès aux droits) partenariat CDAD	1er et 3ème jeudi du mois de 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	CIDFF - centre d'information des droits de la femme et de la famille	Maryelle Flalssier 2 rue de la Vieille, 34000 Montpellier 04 67 72 00 24	Créer, animer et gérer des outils d'information et de formation permettant de donner à la femme les moyens d'exercer ses droits à partir de ses propres choix, et en relation avec les autres associations de même nature	Atelier eveil juridique	Information collective d'accès aux droits destinée à deux types de publics : les femmes et les jeunes. L'objet est de les Informer et les former à leurs droits et devoirs en tant que « personne humaine », autrement dit leurs droits fondamentaux, et aussi en tant que citoyens, usagers, administrés et justiciables.	1er et 4ème lundi de 14h à 16h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	ESSOR - Savoirs et partages	Marianne Legrand-Cartier 2 rue des Soldanelles, 34080 Montpellier 04 67 40 20 17	Accompagnement éducatif des enfants et adolescents autour de trois grands axes: aide à la réussite scolaire, ouverture culturelle et soutien aux parents dans leur rôle d'éducateur	Ateliers théâtre pour jeunes du quartier	Participation à l'animation globale de la MPT accueil des ateliers théâtre pour les jeunes du quartier, et accueil temporaire du soutien scolaire dans le cadre du déménagement de l'association	mercredi de 16h15 à 19h15 lundi, mardi, jeudi, vendredi de 16h30 à 20h mercredi 14h - 18h dans 3 salles de la MPT	Tarification tranche d'heures supplémentaire à partir de 11h + 40€	1 855 €
	CLCV	Simone Bascol 23 av. de Nîmes, res. Utrillo, 34000 Montpellier 04 67 60 31 10	Organisation des usagers du cadre de vie pour la défense de leurs intérêts et la promotion de leurs droits	Permanence juridique logement en direction des habitants du Petit Bard Pergola	Conseil juridique gratuit Projet financé Cucs dans le cadre de la rénovation urbaine	jeudi de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	COMIDER	Pierre Michon 348 rue du Puech Villa, BP 7209, 34183 Montpellier cedex 4 04 34 43 55 39	Apporter bénévolement aide et assistance à toute personne physique ou morale, publique ou privée, de la Région Languedoc Roussillon, ayant une activité sociale, économique, culturelle, d'enseignement ou de formation.	Soutien scolaire lycéens  Action de réinsertion professionnelle	Participation à l'animation globale de la MPT  Soutien scolaire gratuit pour les lycéens  Action de suivi à destination des personnes éloignées de l'emploi	Périodes scolaires : Mercredi 17h 19h Samedi 9h 12h Vacances scolaires : mercredi et samedi 9h30- 12h  jeudi et vendredi de 9h30 à 12h30	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	DEVENET	Alain Jolly le Chambray bât. C, 519 av. du Pont Trinquat, 34070 Montpellier 06 81 85 12 66	Promotion du développement des outils Internet et informatique	atelier Initiation informatique	Participation à l'animation globale de la MPT, Initiation informatique pour public quartier en alphabétisation mixé au grand public montpellierain.	lundi 9h-12h et 14h - 17h jeudi 9h-12h jeudi de 14h à 16h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €

	La détente	Gabrielle Cardin 7 rue de l'Ecrin 34080 Montpellier 06 85 54 87 28	Promouvoir les activités issues du développement social, touristique, sportif et culturel.	Club de poterie	Atelier gratuit et ouvert aux femmes en apprentissage du français	lundi de 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (1355€)	245 €
	MLIAM	Patricia Miralles Parc Euromédecine, 1006 rue de la Croix Verte, 34090 Montpellier 04 99 52 73 33	insertion sociale et professionnelle des jeunes de l'agglomération de Montpellier.	permanence Insertion sociale et professionnelle	à destination des Jeunes des Cevennes	mardi 14h 17h mercredi 9h 12h et de 14h à 17h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	Montpellier Scrabble	Bobbot Hervé 51 rue Michel Ange Bat E 34090 Montpellier 06 60 57 60 78	Promotion du Jeu du scrabble	Pratique du jeu scrabble	Tarif très abordable de 20€ à 60€ par usagers + carte mpt Occupation occasionnelle de la salle le vendredi soir (1 fois par mois) Ont organisé le tournoi national de scrabble 2011 à Montpellier Ne font pas de demande de subvention à la ville	Lundi : 20h30-23h Mardi 14h 18h Jeudi 14h 18h Samedi 14h 18h vendredi 19h-23h (selon calendrier)	18h	775 €
	Petits Débrouillards	Jérémy Crépin 49 Bd Berthelot, 34000 Montpellier 04 67 70 33 58	Favoriser essentiellement auprès des jeunes l'intérêt, la pratique et la connaissance des sciences et des techniques	activités scientifiques et numériques pour enfants du quartier	participation à l'animation globale de la MPT, tarif social pratiqué 30€ l'année	mercredi de 14h à 15h30 lundi de 17h30 à 19h	1/2 journée et 10 personnes incluses (1355€)	245 €
	Question pour un champion	Pierre Castel 10 rue des Campanules, 651 av. du Pont Trinquat, 34070 Montpellier 04 67 40 44 52	Promotion du jeu	Pratique du jeu	Tarif très abordable pour les usagers : 37€ + carte mpt	lundi 14h 17h Mercredi 14h 17h jeudi 19h-23h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	Ralponce	Marie-Claude Lesage 35 Bd Renouvier, 34000 Montpellier 06 70 17 75 13	Convivialité, communication, participation et intégration de la population à la vie du quartier Petit Bard/Pergola et ses environs immédiats.	Alphabétisation femmes et hommes	Participation à l'animation globale de la mpt / encadré par des bénévoles	lundi, mardi, jeudi 14h 16h mardi, jeudi 17h15-18h45 mercredi 9h30-11h30 jeudi 9h30-11h30 vendredi 9h 10h30 dans 4 salles de la MPT soit 37h	Tarification: tranche d'heures supplémentaires à partir de 11h + 40€	1 495 €
	SOMIS	Bachir Dahak 37 rue du Faubourg du Courreau, 34000 Montpellier 04 67 58 88 10	L'œuvrer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté par le biais d'actions telles que : formation, accompagnement social, médiation culturelle, remise au travail ou tout autre moyen en adéquation avec ce but	permanence aide administrative	Aide sociale pour personne ne maîtrisant pas la langue, l'écriture et la lecture du français. (fréquenté en grande majorité par un public sénior issu de l'immigration du quartier). Gratuité pour le public	mardi 9h 12h vendredi 9h 12h 14h 17h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	220 €
	UFOLEP	Henri Quatrefoies Maison départementale des Sports, ZAC Pierresvives, 66 esplanade de l'Egalité, 34080 Montpellier 04 67 41 63	Organiser et promouvoir toute activité physique et sportive comme moyen d'éducation et de culture, d'intégration et de participation à la vie sociale	gymnastique rythmique et sportive jeunes quartier	Participation à l'animation globale de la MPT Tarif abordable pour habitants du quartier (40€)	samedi 9h - 10h30 et 11h-12h30	1/2 journée et 20 personnes incluses	300 €
	Abraxas Dance Company	Gérard Hocquet 20 av. Aristide Briand, res. Prado Lido bât. C1 34170 Casatelnau le Lez 06 71 72 77 25	Créer des pièces chorégraphiques en vue de les diffuser. Favoriser les échanges culturels à l'international par des stages et cours de danse	danse moderne Jeunes quartier et lancement atelier jeunes adultes	promotion de la danse contemporaine auprès des jeunes du quartier	jeudi 17h30-19h et de 19h à 21h	1/2 journée et 20 personnes incluses	300 €
	Chant dessus dessous	Mme Mikolasek 226 rue de la Bégude 34070 Montpellier 06 84 48 62 38	Favoriser les activités d'expression corporelle et artistique. Promouvoir le plaisir du chant et de la musique pour tout type de public.	atelier voix	Participation à l'animation globale de la MPT	samedi 10h-13h (1 fois par mois) mercredi 19h-21h (2 fois par mois)	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	Good news gospel 34	Emmanuelle Guy 39 rue Louis Martin Berthoud, Les Jardins de la Palmerale, 34080 Montpellier 06 35 30 00 86	chorale de gospel	chorale de gospel	accueilli temporairement dans le cadre du transfert des activités de la MPT Rosa Lee Parks	mercredi 20h-22h30	1/2 journée et + de 30 personnes incluses	430 €
	La Maison du Judo	Boris COMBES 29 ter rue Lakanal, 34090 Montpellier 06 61 64 42 24	pratique et enseignement du judo	éveil Judo et judo pour enfants quartier	Participation à l'animation globale de la MPT, tarif très abordable pour les habitants du quartier	mercredi 14h-15h et 15h-16h	2h et 20 personnes incluses	220 €
	Salade culturelle	Pierre Balzergue 18 rue Marie Muller, 34000 Montpellier	Valorisation des cultures traditionnelles et populaires - groupe de Capoeira Angola Liberdade de Vadir	capoeira		lundi 18h15-20h15	2h et 10 personnes incluses	165 €
	Initiatives Plurielles	Geneviève Manois 152 rue de las Sorbes, 34070 Montpellier	Soutenir la vitalité morale, physique et intellectuelle des personnes dans des moments clés de leur existence	atelier de réflexion	Atelier gratuit de réflexion autour de faits de société atelier photo numérique	mercredi de 9h30 à 12h30 mardi de 9h30 à 12h30	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	Club de la Panthère	Johann Vansuy 9 rue des Mimosas 34990 Juvignac 06 38 40 74 69	pratique et développement de l'art martial vietnamien Viet vo dao et découverte de la culture vietnamienne	lancement d'un atelier Viet vo dao - ouverture aux jeunes du quartier par tarif adapté		lundi et jeudi de 20h15 à 22h15	1/2 journée et 10 personnes incluses (1355€)	245 €
Maison pour tous :			George Sand	Pour la période de :		Septembre 2016 à juin 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour / heure	Nombre d'heure total	Valorisation
	Lulu la Créa	Annick Pallot - 6 rue de l'église 34 725 St-Saturnin-09 50 52 62 26	Développement des personnes au travers de l'expression, la création, la prévention ou l'insertion.	Ateliers de sculpture-modelage pr enfants de 6 à 12 ans : création de livres d'histoires à plusieurs avec personnages et décors modelés en argile.		JEUDI 17h15-18h45	50h	220 €
	Rire	Ferrara Colette - 13 rue du faubourg de Nîmes- 34000 Montpellier- 04 67 69 96 23	Clowns en hôpital pour enfants malades	Formations en interne des nouveaux membres de l'association		MARDI 18h-21h	60h	220 €
	Association de gymnastique fondamentale	David Victor - 7 rue Montlaur 34 070 Montpellier - 04 67 42 83 07	Gymnastique selon la méthode du Docteur Ruffier	Cours de Gym		Mardi / jeudi / samedi 9h30-11h30	96,00 h	300 €
Total							18 555 €	



## Séance publique du mercredi 20 juillet 2016

Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des partenaires associatifs de la cité, en procédant à la signature de conventions spécifiques jusqu'au 31 décembre 2017. Ces conventions sont renouvelables une fois, par tacite reconduction, pour une période d'un an.

Au vu de l'intérêt communal attaché à ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Ce loyer constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations.

Association	Adresse du local	Valeur locative	loyer annuel	Aide annuelle en nature
Tin Hinan	Résidence Cap Dou Mail 584 avenue de Louisville 34080 Montpellier	15 750 €	35 €	15 715 €
Tang Hérault	Résidence le Saint James 40 rue Favre de St Castor 34080 Montpellier	20 900 €	35 €	20 865 €
Bien vivre à Aiguelongue	Résidence Aiguelongue 2 913 rue Montasinos 34090 Montpellier	4 400 €	35 €	4 365 €
Union Sportive Aiguelongue	Résidence Aiguelongue 2 913 rue Montasinos 34090 Montpellier	4 400 €	35 €	4 365 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les loyers minorés proposés aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'approuver les conventions d'occupation jointent en annexe passées avec les associations listées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21/07/2016**



## CONVENTION DE LOCATION

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

#### **La Commune de MONTPELLIER,**

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du 20 juillet 2016:

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

### ET :

#### **L'association « Tin Hinan »**

Domiciliée .....

Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

### **IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI:**

La Ville de Montpellier met à disposition du preneur le local siitué :

Résidence Cap Dou Mail  
584 avenue de Louisville  
34080 Montpellier

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues dans la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

### Article 1 -Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

| Paraphe Ville

Paraphe Preneur

## **Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués**

### **2.1 - Désignation des lieux**

La Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :

Résidence Cap Dou Mail  
584 avenue de Louisville  
34080 Montpellier

Les lieux loués ont une superficie de 175 m<sup>2</sup>

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

### **2.2 - Destination des lieux**

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

### **2.3 - Etat des lieux**

#### **2.3.1 - Etat des lieux entrant**

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

#### **2.3.2 - Etat des lieux sortant**

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

## **Article 3 - Durée**

La présente convention de location est consentie pour une durée de douze mois.

Elle prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> août 2016 et se terminera le 31 juillet 2017.

Elle sera renouvelable une fois par tacite reconduction pour une période d'un an.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

## **Article 4 - Loyer et charges**

### **4.1. Modalités de paiement**

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer et des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....  
.....  
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement du loyer et des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

### **4.2 - Loyer**

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de 15 750 €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction de l'intérêt général, le loyer est minoré et limité à 35 € annuels que le preneur s'engage à payer annuellement.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 15 715 €.

Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui du preneur.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat du preneur sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

### **4.3 - Charges**

Le preneur s'engage à les régler annuellement, à terme échu, au Trésorier Principal Municipal.

## **Article 5 - Obligations du preneur**

### **5.1 - Conditions d'utilisation des locaux**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,

Paraphe Ville

Paraphe Preneur

1019

- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
  - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
  - La tranquillité de l'immeuble
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
- 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

## **5.2 - Entretien des locaux**

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;

- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

### **5.3 - Statuts de l'association**

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

### **5.4 - Clauses particulières**

Le local faisant partie d'une copropriété, le preneur a l'obligation de respecter les règles suivantes :

- ne pas réserver pour son usage personnel des espaces ou des équipements communs ou collectifs.
- Les bicyclettes, cyclomoteurs, etc., doivent obligatoirement être rangés dans les locaux destinés à cet effet.
- Il est interdit au preneur de brancher des appareils ou luminaires sur les installations électriques des locaux communs pour son usage personnel ou de bloquer les minuteries et d'utiliser les robinets de puisage et d'arrosage extérieur.
- Il est interdit de jeter ou de déposer des papiers, des détritux ou objets quelconques sur les espaces verts, voiries ou toutes parties communes de l'immeuble. De plus, le locataire doit veiller à la propreté des escaliers, paliers et couloirs.
- Tout affichage est interdit.



- Le stationnement sur des emplacements réservés aux résidents de la copropriété est interdit.
- Le preneur s'engage à faire remonter toute difficulté éventuelle au sein de la copropriété à la Ville. La Ville est le seul interlocuteur du syndic.

### **Article 6 – Assurances**

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier  
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité  
Direction Architecture Immobilier  
1 place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

### **Article 7 – Cession – sous-location**

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

### **Article 8 - Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le preneur. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville par lettre recommandée avec accusé réception, dans un délai de 3 mois.

### **Article 9 – Restitution des locaux**

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum d'un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritus divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritus divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

### **Article 10 - Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
le .....

**Pour la Ville**

**Pour le preneur,**

Qualité :

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

Nom et prénom :  
(+ Cachet de l'association)

## Séance publique du mercredi 20 juillet 2016

Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

### Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

La Commission Administrative Paritaire d'avancement de grades et de promotion interne, du 11 avril 2016, implique une mise à jour de l'effectif car les agents ont quitté le grade qu'ils détenaient pour être nommés à d'autres grades sur des postes vacants dans les services.

Il convient en conséquence d'actualiser le tableau des effectifs en supprimant les postes correspondants au grade avant le changement de situation des agents concernés.

Par ailleurs, 9 adjoints techniques de 2<sup>ème</sup> classe ont réussi le concours d'Adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe, et 2 celui d'Agent de maîtrise. 9 postes d'Adjoints techniques de 1<sup>ère</sup> classe, 2 postes et d'Agent de maîtrise sont créés pour permettre la nomination des lauréats. 12 postes d'Adjoints technique de 2<sup>ème</sup> classe seront supprimés après la nomination des agents et avis rendu par le Comité Technique de la collectivité.

1 Adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe a réussi le concours d'adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe. 1 poste d'Adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe est créé pour permettre sa nomination ; le poste d'Adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe sera supprimé après nomination de l'agent et avis rendu par le Comité technique.

1 Educateur des activités physiques et sportives a réussi le concours d'Educateur des activités physiques et sportives principal de 2<sup>ème</sup> classe. 1 poste d'Educateur des activités physiques et sportives principal de 2<sup>ème</sup> classe est créé pour permettre sa nomination ; le poste d'Educateur des activités physiques et sportives sera supprimé quand il sera nommé et après avis du comité technique.

Dans le cadre d'ouvertures de classe pour la prochaine rentrée scolaires, il convient de créer 9 postes du cadre d'emplois d'adjoint d'animation, 2 postes du cadre d'emplois d'ATSEM et 4 postes du cadre d'emplois d'adjoint technique.

## **I – Créations de postes :**

### **Filière administrative :**

Adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe : création d'un poste

### **Filière animation :**

Cadre d'emplois des adjoints d'animation : création de neuf postes

### **Filière médico-sociale :**

Cadre d'emplois des ATSEM : création de deux postes

### **Filière sportive :**

Educateur des Activités Physiques et sportives Principal 2cl : création d'un poste

### **Filière technique :**

Agent de maîtrise : création de deux postes

Adjoint technique 1<sup>ère</sup> classe : création de neuf postes

Cadre d'emplois des adjoints techniques : créations de quatre postes

## **II – Suppressions de postes suite à nomination après avis de la CAP 2016 :**

### **Filière administrative :**

Attaché : Suppression d'un poste

Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de deux postes

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de deux postes

Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression d'un poste

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de quatre postes

Adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de six postes

Adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de quarante-huit postes

### **Filière animation :**

Adjoint d'animation de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression d'un poste

Adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de trente-six postes

### **Filière médico-sociale :**

Cadre de santé 2cl. : Suppression de quatre postes

Puéricultrice classe supérieure : Suppression de quatre postes

Puéricultrice classe normale : Suppression d'un poste

Educateur de jeunes enfants : Suppression de six postes

Auxiliaire de puériculture principal 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de cinq postes

Auxiliaire de puériculture 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de dix-huit postes

Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de quatre postes

Agent spécialisé des écoles maternelles de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de dix postes

### **Filière sécurité :**

Chef de service Principal PM : suppression d'un poste

Brigadier-chef principal : Suppression d'un poste

Brigadier : Suppression de douze postes

Gardien de police municipale : Suppression de trois postes

### **Filière sportive :**

Opérateur des Activités Physiques Sportives qualifié : Suppression d'un poste

Opérateur des activités Physiques Sportives : Suppression d'un poste

**Filière technique :**

Technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression d'un poste

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> : Suppression de quatre postes

Technicien : Suppression de quatre postes

Agent de maîtrise principal : Suppression de deux postes

Agent de maîtrise : Suppression de dix postes

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de dix-sept postes

Adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de vingt-huit postes

Adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de six postes

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.**

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21/07/2016**

## Séance publique du mercredi 20 juillet 2016

Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Création d'un service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (culture, communication, protocole...).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique.

Ces fonctions sont aujourd'hui assurées par des directions distinctes au sein de la ville de Montpellier et de la Montpellier Méditerranée Métropole. Néanmoins, leur objet, leur fonctionnement, leurs métiers sont proches tout autant que les enjeux auxquels elles doivent faire face.

Une mutualisation permettra de favoriser la recherche permanente de synergies et de transversalités entre les équipes.

En outre, du fait de leurs fonctions, ces directions participent étroitement à l'organisation administrative globale de la Ville et de la Métropole (circuits de décision, délégations, procédures...). Leur mutualisation permettra d'accentuer le processus d'harmonisation des administrations.

Enfin, dans le cadre de la mise en place de la Métropole, les autres communes membres ont manifesté parmi leurs besoins prioritaires de coopération de services l'ingénierie en matière juridique et de commande publique.

La mutualisation des directions de la Ville et de la Métropole est un préalable nécessaire pour pouvoir initier la mise en place de tels services.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> août 2016 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

Le Comité Technique a été saisi pour avis dans sa séance du 29 juin 2016 sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

La Métropole Montpellier Méditerranée a également saisi son Comité Technique et son assemblée délibérante, aux fins d'approuver et de signer ladite convention.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le principe de création d'un service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique, et la fiche d'impact afférente ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention afférente entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, telle que présentée en annexe ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21/07/2016**



## Convention de création d'un service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique en application de l'article L.5211-4-2 du Code

Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	<i>Benjamin DI GRAZIA</i>
Collectivité d'origine :	<i>Ville de Montpellier</i>
Catégorie :	A
Grade :	Directeur Territorial (cadre d'emplois des attachés)
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Conservation du régime indemnitaire des directeurs territoriaux de la Ville de Montpellier ou acquisition du régime de Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat.
Avantages collectivement acquis :	Conservation des avantages acquis de la Ville de Montpellier ou acquisition de ceux de Montpellier Méditerranée Métropole.
NBI :	NBI 25 points : Encadrement d'un service administratif requérant une technicité en matière de gestion des ressources humaines, de gestion des achats et des marchés publics, de gestion financière, de gestion immobilière et foncière, de contentieux ou d'actions liées au développement et à l'aménagement de la collectivité, à l'exception des fonctions exercées au titre de l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Directeur des affaires juridiques et de la commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole.
Affectation	Le service commun est géré par Montpellier Méditerranée Métropole
Lieu de travail	Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier

## Convention de création d'un service commun de direction des affaires juridiques et de la commande publique en application de l'article L.5211-4-2 du Code

Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	<i>Benjamin DI GRAZIA</i>
Collectivité d'origine :	<i>Ville de Montpellier</i>
Catégorie :	A
Grade :	Directeur Territorial (cadre d'emplois des attachés)
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Conservation du régime indemnitaire des directeurs territoriaux de la Ville de Montpellier ou acquisition du régime de Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat.
Avantages collectivement acquis :	Conservation des avantages acquis de la Ville de Montpellier ou acquisition de ceux de Montpellier Méditerranée Métropole.
NBI :	NBI 25 points : Encadrement d'un service administratif requérant une technicité en matière de gestion des ressources humaines, de gestion des achats et des marchés publics, de gestion financière, de gestion immobilière et foncière, de contentieux ou d'actions liées au développement et à l'aménagement de la collectivité, à l'exception des fonctions exercées au titre de l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Directeur des affaires juridiques et de la commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole.
Affectation	Le service commun est géré par Montpellier Méditerranée Métropole
Lieu de travail	Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier

## Séance publique du mercredi 20 juillet 2016

Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

## Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

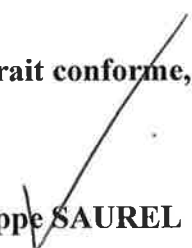
Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21/07/2016**

## ANNEXE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 juillet 2016

### Octroi de la protection fonctionnelle aux personnes suivantes :

- Marie-Line BEURNE, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 31 mars 2016 avenue de Toulouse ;
- Jean-Yannick DEVAUX, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 31 mars 2016 avenue de Toulouse ;
- Mickael COSSON, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 31 mars 2016 avenue de Toulouse ;
- Alexandre CORBINEAU, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 31 mars 2016 avenue de Toulouse ;
- Sylvain CHENAL, agent municipal (DRTP), victime de menaces le 14 mars 2016 avenue de Nîmes ;
- David GOMIS, agent municipal (Parc de Lunaret), victime de diffamation le 16 octobre 2016 dans le journal l'Agglorieuse ;
- Benoît FORT, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 8 mai 2016 Esplanade de l'Europe ;
- Aziz EL MARAHI, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 8 mai 2016 Esplanade de l'Europe ;
- Eric DI VANNI, agent municipal (DRTP), victime de violence le 3 mai 2016 arrêt de tram gare ;
- Yoann VIOLA, agent municipal (DRTP), victime d'outrage et menace de mort le 18 mai 2016 place de la Comédie ;
- Benoît FORT, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 11 avril rue CEZELLI ;
- Nicolas FRONTERI, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 11 avril 2016 rue CEZELLI ;
- Cyril MARTINEZ, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 11 avril 2016 rue CEZELLI ;
- Marie-Line BEURNE, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 11 avril 2016 rue CEZELLI ;

- Mickael COSSON, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 11 avril 2016 rue CEZELLI ;
- Jérôme ROBIN, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 22 avril 2016 place de la Comédie ;
- Jean-Vincent MATHIEU, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 22 avril 2016 place de la Comédie ;
- Karine ABRAHAM, agent municipal (Direction Enfance), victime de diffamation le 21 mars 2016 par courrier ;
- Sylvie YAMAS ZOUNGAPO, agent municipal (Direction Enfance), victime de diffamation le 21 mars 2016 par courrier ;
- Mickael COSSON, agent municipal (DRTP), victime d'outrage le 27 avril 2016 boulevard Victor HUGO ;
- Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier, victime de diffamation publique le 23 janvier 2016.

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du**  
**Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2016/0207	Marché à procédure adaptée n° 6B0016 d'une durée de 2 ans, dans le cadre de la convention passée avec le FIPHP, pour organiser des sessions de sensibilisation sur le handicap à l'attention des agents municipaux pour un montant maximal de 39840 € H.T.
2016/0208	Marché public n° 6D0009 : un appel d'offres ouvert s'appliquant à la signalétique pour divers espaces verts, chantiers et bâtiments communaux a été lancé, comportant 2 lots : Signalétique pour divers espaces verts (Lot 1), Signalétique pour les chantiers et les bâtiments (Lot 2). Il s'agit de marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an, qui peuvent être reconduits par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans. La CAO a considéré l'offre du groupement Alliance Consultants/AM'Com comme économiquement la plus avantageuse, pour le lot 1 et pour un montant de 31500€HT par an, et l'offre de la société DECOR 34 comme économiquement la plus avantageuse, pour le lot 2 et pour un montant de 123000€HT par an.
2016/0209	Le Parc de Lunaret a la nécessité d'acquérir un logiciel de gestion des stocks et de traçabilité de l'habillement dont le renouvellement est effectué à l'usure, de ses équipements de protection individuelle, de son magasin, de son parc automobile et de ses bâtiments pour un montant de 16701.91 € HT via l'UGAP.
2016/0210	Marché à procédure adaptée n° 5B0167 portant sur le transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap dans le cadre du conventionnement avec le FIIPHP. Transports dans le cadre des activités professionnelles et dans le cadre du transport domicile/travail. Le montant total du marché est de 30000€ maxi pour 1 an et renouvelable une fois par tacite reconduction. Il est attribué à l'entreprise So'Lifes - 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER - pour l'organisation du transport adapté.
2016/0211	Pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie de recettes "Les Terrasses", il convient de faire de cette régie une régie prolongée.
2016/0212	La Ville de Montpellier décide de céder et réformer des véhicules (Direction Energie et Moyens Techniques), un four WATER PRESSURE (Direction Protocole et Evénementiels), des chaises (Direction Protocole et Evénementiels), une armoire forte (Direction Règlementation Tranquillité Publique), du matériel informatique (Direction Système d'Information), des fours professionnels de cuisson (Direction Proximité Citoyenneté).
2016/0213	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché n° 6B0046 "achat d'outillages et de consommables d'atelier et de chantier" (6B0046) pour le lot n°1 (outillage d'atelier et de chantier) à la société LEGALLAIS pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 44 000.00 € HT, pour le lot n°2 (consommables d'atelier et de chantier) à la société WURTH pour un montant total de commandes sans minimum et avec un



	LANSARGUES – pour un montant de 21 685 € H.T. Il y a lieu de réaliser des adaptations de chantier qui permettront d'améliorer la gestion technique du chauffage. Le montant de l'avenant au marché est fixé à - 2 000 € H.T., portant ainsi le montant du marché à 19 685 € H.T., soit une diminution de 9,22 % par rapport au montant initial du marché.
2016/0231	Avenant n° 1 au marché 5D0038 : pour construire le GS Grisettes / Beethoven (Tranche 2) et pour réaliser ces travaux, un appel d'offres comportant 10 lots a été publié sous la référence 5D0038 et a été attribué pour les lots 1, 2, 5, 6 et 7, pour un montant de 212 887,08 € H.T. Suite aux demandes du bureau de contrôle technique et du coordonnateur SPS, il est nécessaire de procéder à des modifications. Pour des adaptations de chantier, il est également nécessaire de procéder à des simplifications. Ces modifications modifient les montants des lots, soit un montant H.T. de 214 632,03 €.
2016/0232	Marché public n° 6B0069 : convention plan-objet 2016, restauration de tableaux et mobiliers des églises Saint-Denis, Saint-Roch, Saint-Matthieu et Chapelle de la Miséricorde. Le marché est attribué aux prestataires suivants : lot 1 à Malbrel Conservation (4 640 € HT), lot 2 à Atelier Lazulum (10 356 € HT), le lot 3 à Amoroso Waldeis (15 780 € HT), le lot 4 à Moïra Conservation (1 600 € HT), le lot 5 à Abigaël David (5 250 € HT) et le lot 7 à Charlotte Devanz (4 231 € HT). Le lot 6 est déclaré infructueux.

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

## **DÉCISIONS ET ANNEXES**

**Marché à procédure adaptée n°6B0016 portant sur la  
sensibilisation au handicap des agents municipaux**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines ;

**Considérant :**

- Que le service Prévention des Risques Professionnels souhaite organiser dans le cadre du conventionnement avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), une sensibilisation des agents municipaux « handicap, de qui et de quoi parle-t-on ? » ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à une mise en concurrence pour choisir un prestataire afin de réaliser cette sensibilisation ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'un marché à procédure adaptée et de l'article 30 du Code des Marchés Publics, le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre présentée par THEATRE A LA CARTE - 15, rue Gabriel Péri-92120 MONTROUGE ;
- Que leur offre était la plus avantageuses au vu des critères suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40% ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à THEATRE A LA CARTE - 15, rue Gabriel Péri - 92120 MONTROUGE pour l'organisation de sessions de formation (16 sessions maximum pour 2 ans) pour un prix unitaire de 2490 € H.T. par session soit un total maximal de 39840 € H.T.
- D'imputer cette somme sur la ligne budgétaire du Service Prévention des Risques Professionnels : nature 6238 chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Conseiller délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.06.2016

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller  
municipal délégué  
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 23.06.2016  
Notifiée le :

**Réalisation de signalétique 2016-2020  
Marché public n° 6D0009**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59 et 77 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de lancer un marché s'appliquant à la signalétique pour divers espaces verts, chantiers et bâtiments communaux ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert n° 6D0009 « Réalisation de signalétique 2016-2020 » a été lancé, comportant 2 lots :
  - Lot 1 : Signalétique pour divers espaces verts,
  - Lot 2 : Signalétique pour les chantiers et les bâtiments ;
- Qu'il s'agit de marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an, qui peuvent être reconduits par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans. Le montant des commandes pour la durée initiale du marché est estimé à :
  - 31 500 € H.T, pour le lot 1 ;
  - 123 000 € H.T, pour le lot 2.Le même montant est estimé pour chaque année de reconduction pour les 2 lots ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40% pour les 2 lots ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 31 mai 2016, a considéré l'offre du groupement Alliance Consultants/AM'Com comme économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 et l'offre de la société DECOR 34 comme économiquement la plus avantageuse pour le lot 2.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer les 2 lots du marché n° 6D0009 « Réalisation de signalétique 2016-2020 » ainsi :
  - Lot 1 : Alliance Consultant SARL, mandataire du groupement Alliance Consultants/Am'Com, sise 270, chemin des Oliviers, ZAC Petite Camargue, 34 400 LUNEL, pour un montant de 31 500€HT ;
  - Lot 2 : DECOR 34, sise 48, rue Claude Balbastre - Camargue n°3 - 34000 Montpellier, pour un montant de 123 000€ HT ;

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier sur les chapitres 900-901-902-904-906-908-920-921-922-924-926-928 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;

Montpellier, le 20.06.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 21.06.2016  
Notifiée le :



**Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics  
pour l'acquisition d'un logiciel informatique**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2088/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint au Maire délégué à l'Ecologie Urbaine ;

**Considérant :**

- Que le Parc de Lunaret a besoin d'un logiciel de gestion des stocks et de traçabilité de l'habillement dont le renouvellement est effectué à l'usure, de ses équipements de protection individuelle, de son magasin, de son parc automobile et de ses bâtiments;
- Que la Direction des Systèmes d'Information, n'est pas en mesure de répondre à ces besoins dans le délai souhaité ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet la réalisation de ces prestations ;
- Que l'UGAP propose un logiciel ANTIBIA qui répond à ces besoins ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'achat du logiciel ANTIBIA selon la procédure en vigueur pour un montant de 16 701.91 euros HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, Direction du Parc de Lunaret, ligne 27350, nature 2051, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 27 . 06 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Christophe COUR**

Publiée le : 05 . 07 . 2016  
Notifiée le :



**Marché à procédure adaptée n°5B0167 portant sur le  
transport de personnes pour les agents de la Ville de  
Montpellier en situation de handicap**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0108/T/R du 21/01/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines

**Considérant :**

- Que le service Prévention des Risques Professionnels souhaite organiser dans le cadre du conventionnement avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), le transport des personnes pour les agents de la Ville de Montpellier en situation de handicap dans le cadre des activités professionnelles ainsi que pour les transports domicile/travail ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à une mise en concurrence pour choisir un prestataire afin de réaliser ce service ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'un marché à procédure adaptée en application des articles 27-III et 77-I du code des marchés publics, le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre présentée par la société So'Lifes ;
- Que leur offre était la plus avantageuses au vu des critères suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40% ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise So'Lifes – 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER – pour l'organisation du transport adapté.
- Le montant total du marché est de 30000€ maxi pour 1 an et renouvelable une fois par tacite reconduction.
- D'imputer cette somme sur la ligne budgétaire du Service Prévention des Risques Professionnels : nature 6218 chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Conseiller délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.06.2016

**Abdi EL KANDOUSSI**

Conseiller spécial

Délégué aux Ressources Humaines

Publiée le : 23.06.2016  
Notifiée le :



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace  
Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**  
**Modification de la régie de recettes "Les Terrasses"**  
**Régie prolongée de 90 jours**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°144 du 08 avril 2010, relative à la création de deux régies de recettes pour l'Occupation du Domaine Public par les terrasses,
- Vu la Décision n° 2012/449 relative à la modification des deux régies de recettes pour l'occupation du Domaine Public par les terrasses,-Vu la Décision n°2015/0060 du 23 Février 2015 relative à la modification des deux régies de recettes pour l'occupation du Domaine Public par les terrasses
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal, en date du 8 Juin 2016
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 Janvier donnant délégation à Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint Max LEVITA,

**CONSIDERANT** que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie, il est nécessaire de faire de cette régie une régie prolongée

## DECIDE

En conséquence, la nouvelle rédaction de l'acte est la suivante:

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'Occupation du Domaine Public recouvrés par les terrasses.

Article 2 : Cette régie est installée 1, place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2

Article 3 : Les recettes désignées dans l'article 1 seront perçues selon les modes de recouvrement suivants :

Numéraire,  
Chèques,  
Carte  
bancaire,  
Prélèvement.

Article 4 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert auprès du Trésor Public.

Article 5 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €.

Article 6 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

**Article 7 : Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 90 jours pour procéder à l'encaissement des recettes désignées dans l'article 1.**

Article 8 : Le régisseur sera assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20.06.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 23.06.2016

Notifiée le :

## Cession et Réforme de véhicules et de matériels

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'accepter que la Ville de Montpellier réforme et cède des matériels et des véhicules ;
- Que pour aucun des matériels ou véhicules cédés, la valeur ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-2210° visant les aliénations de gré à gré) ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du Service Parc Auto (*DEMT*), il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériel des Salles et Domaines Municipaux (*DPE*), il convient de réformer et céder 1 four de marque WATER Pressure 150-600 KPa, modèle FSCC 61, 10 KW, référence SNAC/50-60. Ce matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité. Il sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le service estime le prix de départ du four à 300 € ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté du matériel des Salles et Domaines Municipaux (*DPE*), il convient de réformer et céder 40 chaises de la Salle Pétrarque. Ce matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité. Il sera donné à une Association, à titre gracieux, l'Association Vie et Lumière ; L'estimation du prix des chaises est à 5 € l'unité.
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériel du Service des Ressources Communes (*DRTP*), il convient de réformer une armoire forte (armement). Ce matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité et sera mis au rebut ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques du Service Relations Utilisateurs (*DSI*), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériel du Service Maisons Pour Tous (*DPC*), il convient de réformer et céder des fours professionnels de cuisson en inox dont la liste est jointe en annexe. Ces matériels ne sont plus conformes aux normes de sécurité. Ils seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les prix estimés de départ sont annotés dans la liste annexée ;

**Décide en conséquence :**

- D'accepter les réformes et cessions des véhicules et des matériels précités ;
- D'autoriser les ventes aux enchères de véhicules précités du Service Parc Auto par l'organisme Centre 113 ;
- D'autoriser les ventes aux enchères de matériels précités des Salles et Domaines Municipaux et du Service des Maisons Pour Tous par l'organisme AGORA STORE ;
- D'autoriser la réforme et le don du matériel précité de la Salle Pétrarque à l'Association Vie et Lumière, à titre gracieux. (L'estimation du prix des chaises est à 5€ l'unité) ;
- D'autoriser la réforme du matériel précité du Service des Ressources Communes pour une mise au rebut ;
- D'autoriser le reconditionnement des matériels réformés du Service Relations Utilisateurs par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, nature 6231, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ces réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et associations retenues.

Montpellier, le 20.06.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 23.06.2016  
Notifiée le :

## COMMISSION DE REFORME

Véhicule n° Parc	Immatriculation	Type	Marque	Modèle	Date Mise en circulation	Kilométrage	Commentaire	Estimation valeur résiduelle (€)
V0053	YA12J0591	DEUX ROUES	VELO DE VILLE	UDV 40	10/01/2013	/	EPAVE	0
17	BS 641 A	DEUX ROUES	PEUGEOT	VIVACITY	26/03/2004	13 200		300
210	AB 518 CC	DEUX ROUES	YAMAHA	TDM 900	08/06/2009	35 059		4 000
211	AB 527 CC	DEUX ROUES	YAMAHA	TDM 900	08/06/2009	31 320		4 000
327	CP 338 BD	VP	PEUGEOT	106	03/04/2002	72 297		900
514	CK 054 XD	VP	RENAULT	LAGUNA	29/01/2008	189 250		3 000
516	CT 587 NN	VP	RENAULT	SCENIC	07/10/2004	80 320	VETUSTE	900
536	CQ 715 ME	VP	PEUGEOT	106	28/12/1999	50 415		800
552	DE 976 JX	VP	RENAULT	SCENIC	31/03/2005	156 349	VETUSTE	900
853	CJ 545 RG	CTTE	RENAULT	TRAFIC	13/12/1999	52 084	VETUSTE + PB ELECTRIQUE	1 200
891	CJ 075 RG	CTTE	RENAULT	MASTER	16/05/2000	135 600	EMBRAYAGE HS	1 800

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat d'outillages et de consommables  
d'atelier et de chantier.  
(6B0046)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, 1er Adjoint délégué aux finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'outillages et de consommables d'atelier et de chantier pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28-1 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, conclu pour une durée d'exécution à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2017, (n°6B0046).
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1(outillage d'atelier et de chantier)** étaient les suivants : le prix pour **70%**, la profondeur de gamme pour **15%**, le développement durable pour **10%** et le délai de livraison pour **5%**.
- Qu'après analyse, la société **LEGALLAIS**, 7 rue d'Atalante Citis, 14200 HEROUVILLE ST CLAIR pour le **lot n°1**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (consommables d'atelier et de chantier)**, étaient les suivants : le prix pour **70%**, la profondeur de gamme pour **15%**, le développement durable pour **10%** et le délai de livraison pour **5%**.
- Qu'après analyse, la société **SA WURTH FRANCE**, ZI ouest rue Georges BESSE, BP 40013, 67158 ERSTEIN CEDEX pour le **lot n°2**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.



**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Achat d'outillages et de consommables d'atelier et de chantier » (6B0046) précité : avec la société **LEGALLAIS** pour le **lot n°1** (pour un montant maximum de commandes de **44 000 € HT**) et avec la société **SA WURTH FRANCE** pour le **lot n°2** (pour un montant maximum de commandes de **44 000 € HT**).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature **2188**, et le budget fonctionnement, natures **60628** et **60632**, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1er Adjoint délégué aux finances à signer ces marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 20.06.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 23.06.2016  
Notifiée le :





**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace  
Public**  
**Service Commerce et Artisanat**  
**Modification de la régie de recettes des "Halles"**  
**Régie prolongée de 90 jours**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la décision n°2014/0442 du 16 Janvier 2015 relative à la création de la régie de recettes des « halles »,
- Vu la décision n°2015/0232 du 17 Juin 2015 relative à la modification des recettes autorisées et des modes d'encaissements,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal du 8 Juin 2016 ,
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 Janvier 2016 donnant délégation à Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint Max LEVITA,

**CONSIDERANT** que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie, il est nécessaire de faire de cette régie une régie prolongée.

**D E C I D E**

En conséquence la nouvelle rédaction est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes des « Halles » auprès de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public (DUVEP)  
1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Les loyers et les charges des quatre Halles de la ville (Laissac, Castellane, 4 saisons et Jacques Cœur).
- Droits d'entrée dans les halles.

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte bancaire,
- Prélèvements,
- Virement bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures émanant du logiciel GEODP.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €.

**Article 7 : dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 90 jours pour procéder à l'encaissement des recettes désignées dans l'Article 3.**

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 9 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publié le 23.06.2016

1051

**Marché public: location, mise en place et exploitation  
de scènes et structures; location, mise en place et  
exploitation d'équipements d'éclairage et de  
sonorisation pour scène extérieure  
n°6B0075**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/1419 du 19 avril 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que la Ville organise le 21 juin 2016 la Fête de la Musique par l'installation d'une scène sur la place de la Comédie ;
- Qu'une procédure a été lancée, sous la forme d'un marché à bons de commande, avec maximum de 20 000 € HT, pour la location, la mise en place et l'exploitation du matériel nécessaire, conformément à l'article 27 du décret 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, la société Fremy Son, 300 rue Roland Garros, 34130 Mauguio, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité n°6B0075 à la société Fremy Son, pour un montant maximum de 20 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 20 . 06 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 22 . 06 . 2016  
Notifiée le :

**Marché public: prestation de transport d'œuvres d'art  
pour l'exposition Terminal P à la Panacée  
n°6B0071**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que la Ville présentera à la Panacée, du 18 juin au 25 septembre 2016, l'exposition *Terminal P* et qu'il convient d'organiser le transport aller et retour des œuvres ;
- Qu'une procédure a été lancée sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de quatre mois à compter de la notification, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Bovis Transport, 3 bis rue Edouard Aubert, 91700 Fleury Mérogis a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer à l'entreprise Bovis Transport le marché de transport d'œuvres d'art pour l'exposition *Terminal P*, pour un montant de 44 933.76 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 20 . 06 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 22 . 06 . 2016  
Notifiée le :

**Marché public: avenant à la convention de  
coproduction du spectacle Le Principe du Truc au  
théâtre Jean Vilar  
n° 5B0164**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/1419 du 19 avril 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée ;

**Considérant :**

- Que par décision n°2015/0525 du 14 décembre 2015 la Ville a approuvé la signature de la convention de coproduction du spectacle *Le Principe du Truc*, pour un montant global de 30 000 € HT ;
- Que le report de l'attribution des financements du GIP-DSU impose de reporter les représentations initialement prévues du 12 au 14 mai aux 8 et 9 octobre 2016 ;
- Que ce projet modifié, qui a déjà suscité dans sa phase réparatoire une forte adhésion de la population et des acteurs du quartier, exige l'augmentation de 30 % de la participation financière de la Ville, via un avenant à la convention initiale ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver l'avenant à la convention de coproduction du spectacle *Le Principe du Truc* avec la compagnie Primesautier Théâtre, avenant joint en annexe et prévoyant une augmentation de 10 000 € HT de la participation financière de la Ville et des dates de représentation décalées aux 8 et 9 octobre 2016 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923, nature 6238 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20 . 06 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 22 . 06 . 2016  
Notifiée le :



## **AVENANT A LA CONVENTION DE COPRODUCTION**

***Le principe du truc***, convention du 22 octobre 2015

### **ENTRE LES SOUSSIGNES:**

La Ville de Montpellier, N° Siret : 213 401 722 017 87 code APE : 8411Z, domiciliée 1 place Georges Frêche – 34 267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014,  
Licence d'entrepreneur de spectacles : 1 – 108 22 19 ; 2 - 108 22 34 ; 3 – 108 22 35,  
N° de TVA intracommunautaire : FR 37213401722,  
désignée ci-après par le terme "le coproducteur" d'une part,

Et

Compagnie Primesautier Théâtre  
contact@primesautiertheatre.org - 06 63 43 15 26  
Numéro Siret : 450 859 442 00045 - Code APE : N° 9001 Z  
Licence d'entrepreneur de spectacles 2 – 1044691  
TVA intracommunautaire FR5645085944200045  
domiciliée à 14 rue Dom Vaissette 34000 Montpellier  
et représentée par Jean MEYERS en qualité de président  
ci-après dénommée "le producteur délégué" d'autre part,

### **PREAMBULE**

#### **IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

Par convention du 22 octobre 2015, les parties ont convenu de coproduire le spectacle, ***Le principe du truc***, pour aboutir à sa représentation les 12, 13 et 14 mai 2016 dans différents lieux du quartier Mosson-Paillade. Cette création partagée avec les habitants dont le travail est déjà fortement engagé rencontre un large succès. La phase préparatoire a suscité une forte adhésion de la population et des acteurs du quartier, elle génère un besoin de développement du projet, en lien avec les nombreux partenaires impliqués. Le projet requiert des interventions supplémentaires afin de satisfaire pleinement la volonté d'engagement et de participation du public et d'avoir une production finalisée de qualité. Il apparaît aujourd'hui nécessaire :

- de reporter les dates initiales des représentations aux 8 et 9 octobre 2016
- de réactualiser la participation financière de la Ville au projet porté par la compagnie, afin de la remettre en adéquation avec les nouvelles dimensions du projet

#### **CECI EXPOSÉ IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1 - OBJET**

Cet avenant a pour objet la finalisation de la création du spectacle ***Le principe du truc***, décrit dans la convention du 22 octobre 2015.



## ARTICLE 2 - DUREE

La convention du 22 octobre 2015 est prolongée par le présent avenant à compter de sa signature et jusqu'au 9 octobre 2016, sauf dissolution anticipée.

## ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR DELEGUE

Les obligations de gestion et d'employeur, ainsi que les obligations sociales et diverses restent inchangées et telles qu'énoncées dans les articles 3.1 à 3.4 de la convention du 22 octobre 2015.

Le producteur délégué actualisera le budget prévisionnel de production qui devra figurer en annexe du présent avenant.

## ARTICLE 4 - APPORTS EN NUMERAIRE SUPPLEMENTAIRE DU COPRODUCTEUR

Le coproducteur contribue à l'élaboration et à la réalisation du spectacle par un apport financier supplémentaire de 10 550 € TTC.

## ARTICLE 5 - PAIEMENT

Une avance forfaitaire de 10 550 € TTC en décembre 2015 et 10 550 € TTC en janvier 2016 a été mandatée au profit du producteur conformément à la convention du 22 octobre 2015 pour le virement des sommes dues sur le compte bancaire suivant du producteur :

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE			
Titulaire du compte : <b>PRIMESAUTIER THEATRE</b>			
Domiciliation : <b>CREDITCOOP MONTPELLIER</b>			
<b>42559</b>	<b>00034</b>	<b>41020004754</b>	<b>89</b>
Code Banque	Code Guichet	Numéro de Compte	Clé Rib
Numéro de compte bancaire international (IBAN)			
<b>FR76</b>	<b>4255</b>	<b>9000</b>	<b>3441 0200 0475 489</b>
CODE BIC : <b>CCOPFRPPXXX</b>			

Restent donc à régler selon les accords du présent avenant :

- 10 550 € TTC à l'issue des représentations d'octobre 2016,
- 10 550 € TTC en coproduction en complément du projet initial, à verser à la notification du présent avenant sur présentation d'une facture.

Le montant total des sommes dues au producteur délégué est de **42 200 € TTC**.





## **ARTICLE 5 – DISPOSITIONS GENERALES**

Les autres dispositions du contrat qui n'ont pas été modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Montpellier, le

en trois exemplaires originaux

Pour la Ville de Montpellier,  
Le Maire,  
Pour le Maire,  
L'Adjointe déléguée à la Culture

Pour le producteur délégué,  
Le Président,

**Sonia KERANGUEVEN**

**Jean MEYERS**



## **ANNEXE– Budget de la production**

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption à l'intérieur du périmètre de**  
**sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité**  
**Cession de droit au bail**  
**Propriété de la SARL MP POISSONNERIE**  
**12, rue Durand**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R en date du 6 juin 2016 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement durable ;
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 29 septembre 2015 approuvant l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux 8 juin 2016.

**Considérant :**

- que le 25 avril 2016, la SARL MP POISSONNERIE a déposé une déclaration de cession d'un bail commercial concernant un local situé 12 rue Durand, cadastrée section EW 314, au prix de 130.000 € ;
- que le local objet de la présente cession de droit au bail, était occupé par une poissonnerie. L'acquéreur souhaite y créer une épicerie de nuit. Cette nouvelle activité n'apporterait aucune diversité commerciale sur ce secteur, l'environnement proche en étant déjà pourvu. Cette création n'est donc pas souhaitable ce qui conduit la Commune à intervenir ;

L'acquisition par la Ville de ce droit au bail lui permettra, dans le cadre des dispositifs prévus par les articles L 214-1 et suivants du code de l'urbanisme, de retrouver un repreneur pour ce local qui y développera une activité compatible avec le projet municipal de redynamisation commerciale ;

- que le prix proposé paraît excessif.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la cession du bail commercial propriété de la société MP POISSONERIE, concernant un local situé 12 rue Durand, cadastré section EW 314 ;
- de saisir, conformément à l'article R 214-6 du Code de l'urbanisme, le Juge de l'expropriation afin que le prix du bien soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation ;
- de consigner 5.850 €, soit 15 % de la valeur du droit au bail estimée par les services fiscaux, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, ce montant étant prélevé sur le budget de la Ville ;
- que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier interviendra si nécessaire à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22 JUIN 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 24.06.2016  
Notifiée le :



**MONTPELLIER GRAND COEUR**  
**DROIT DE PREEMPTION COMMERCIAL**  
**12 Rue Durand**  
**Droit au bail**

**Désignation du bien :**

- Immeuble R + 4 sis 12 rue Durand à Montpellier ;
- Parcelle EW 314 pour une superficie cadastrale de 230m<sup>2</sup> ;

**Description**

- Local de 100 m<sup>2</sup>
- Activité existante : Poissonnerie
- Activité future : Epicerie de nuit

**Valeur du bien :**

- Surface : 100 m<sup>2</sup>
- Prix de la DIA : 130 000 €
- Loyer annuel : 15 600 € (1 300 € / mois)
- Estimation des Domaines : 39 000 €
- **Préemption au prix de 39 000 € conforme à l'estimation du service des Domaines et inférieure à la DIA**

**Analyse**

- Local en bon état ;
- Secteur prioritaire d'intervention dont l'objet est de soutenir et diversifier les activités commerciales du quartier ;

**Demande de préemption**

Préemption demandée pour les raisons suivantes :

- Faire évoluer la diversité commerciale ;
- Secteur stratégique prioritaire (Axe majeur) ;
- immeuble situé dans un secteur prioritaire d'intervention ;
- situation ZPPAUP ;
- Activité d'épicerie de nuit qui n'apporte aucune diversité dans la rue et le quartier (une épicerie est présente à 5 mètre du local)

**Motivation de la préemption urbaine**

Conformément à l'article L 214-1 du code de l'urbanisme, afin de redynamiser le commerce, permettre la sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs de l'opération Montpellier Grand Cœur, et à l'article L 300.1 du code de l'urbanisme faisant référence aux actions ou opérations d'aménagement ayant en l'occurrence pour objet l'organisation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

Acquisition en vue de faire respecter les conditions des baux commerciaux, d'exercer un contrôle sur la qualité des activités commerciales et de pouvoir agir sur les activités futures en cas de cession de bail.

Au vu des termes de la Concession d'aménagement confiée à la SAAM par décision du Conseil municipal du 7 Octobre 2013, reçue en Préfecture le 10 Décembre 2013.

### **Observations**

Selon les termes de la Concession d'aménagement, la SAAM est tiers payeur et perçoit une rémunération de 3 % HT du prix d'acquisition .

### **Proposition de la mission Grand Cœur**

Préempter à hauteur de l'estimation du service des Domaines soit 39 000 €, inférieure au prix de la DIA.

### **Date limite pour exercer le droit de préemption**

25 juin 2016

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat d'une tondeuse frontale  
autoportée équipée d'un broyeur adaptable.  
(6B0057)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'une tondeuse frontale autoportée équipée d'un broyeur adaptable pour l'entretien des espaces verts de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 10 mai 2016, une procédure (n°6B0057) a été lancée, conformément à l'article 27 du décret 2016-360 relatif aux Marchés Publics.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix pour 50%, la valeur technique pour 30%, le coût d'utilisation pour 15% et la durée de garantie pour 5%.
- Qu'après analyse, la société GALLOY 34 MV, 484 rue Hélène Boucher, 34130 MAUGUIO, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Achat d'une tondeuse frontale autoportée équipée d'un broyeur adaptable » précité avec la société GALLOY 34 MV pour un montant global de 18 980.00 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement, nature 2188, chapitre 900.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1er Adjoint délégué aux finances à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 26.06.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 30.06.2016  
Notifiée le :



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace  
Public**  
**Service Commerce et Artisanat**  
**Modification de la régie de recettes des "Marchés  
Permanents"**  
**Régie prolongée de 90 jours**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la Décision 139/2010 du 09 avril 2010, relative à la création de la régie de recettes pour les marchés permanents,
- Vu la décision n°2014/0287 du 27 Août 2014 relative à la modification de l'adresse de la régie de recettes et l'élargissement des encaissements autorisés,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal du 21 juin 2016, ,
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint Max LEVITA,

**CONSIDERANT** que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie, il est nécessaire de faire de cette régie une régie prolongée.

**D E C I D E**

En conséquence la nouvelle rédaction est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes des « Marchés Permanents » auprès de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public (DUVEP)

1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Article 3 : La régie de recette encaisse des droits d'occupation du domaine public recouvrés lors des marchés permanents, ainsi que du marché Octave des Morts.

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire
- Prélèvement automatique
- Paiement en ligne
- Virement bancaire

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €.

**Article 7 : dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 90 jours pour procéder à l'encaissement des recettes désignées dans l'Article 3.**

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 9 : En application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 10 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26.06.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 30.06.2016  
Notifiée le :



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace  
Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**  
**Modification de la régie de recettes "Occupation du  
Domaine Public et Manifestations**  
**Elargissement des modes d'encaissement et régie  
prolongée de 90 jours**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la décision municipale du 18 juillet 2003 instituant une régie de recettes pour l'encaissement des concessions et autorisations d'occupation du domaine public,
- Vu la décision n°2014/0250 du 02 Septembre 2014 relative à la modification de la régie de recettes concernant la suppression des encaissements des bulles de ventes,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 20 Juin 2016
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint Max LEVITA,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la régie des concessions, il est nécessaire de faire de cette régie une régie prolongée et d'en élargir les modes d'encaissement de recettes.

**D E C I D E**

En conséquence la nouvelle rédaction de l'acte est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes « Occupation du Domaine Public Temporaire et Manifestations» auprès du service Gestion des Moyens Communs de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Article 2 : Cette régie est installée 1 place Georges FRECHE, 34 267 Montpellier cedex 2.

Article 3 : La régie de recettes de l'occupation du domaine public temporaire et manifestations encaisse les produits :

- Les produits liés à l'occupation du domaine public lors de manifestations (FISE, Beach Volley,...)
- Les véhicules publicitaires.

Article 4 : Les recettes désignées dans l'article 3 seront perçues au chapitre 929 selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire
- **Virements**
- **Prélèvements**

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures pour les commerçants non sédentaires, de quittance accompagné d'un arrêté pour les « camions pizza », et d'un arrêté faisant foi de facture pour l'Occupation du Domaine Public.

Article 5: Un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Trésor Public.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 000 €.

**Article 7: dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 90 jours pour procéder à l'encaissement des recettes désignées dans l'Article 3.**

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Article 9 : En application du décret n° 2006-779 du 3 Juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26.06.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 30.06.2016  
Notifiée le :

**Attribution du marché n° 6D0002 passé selon un appel  
d'offres ouvert**  
**Extension du réseau de vidéoprotection de la Ville**  
**Prises de vues - Transports - Traitement Vidéo -  
Télémétrie**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier un marché à bons de commande portant sur l'extension du réseau de vidéoprotection de la Ville : Prises de vues – Transports – Traitement Vidéo – Télémétrie ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 23 février 2016 pour un appel d'offres ouvert immatriculé 6D0002, conformément aux articles 33 – 3<sup>ème</sup> alinéa et 57 à 59 du Code des Marchés Publics,
- Que les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum, passé à prix unitaires en application de l'article 77 du code des marchés publics, et sera conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Ce marché sera reconductible 3 fois par période successive d'un an.
- Que le montant total estimé du marché pour la durée initiale est de 200 000,00 Euros H.T. ; soit sur 4 ans : 800 000,00 Euros H.T.
- Que la commission d'appel d'offres, en date du 31 mai 2016 a décidé d'attribuer le marché à la société IPERION ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
  - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
  - Montant des prestations : 40 %

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum ni maximum à la société IPERION sise Z.A La Peyrière – Place de la Méditerranée – 34430 Saint Jean de Vedas sur une durée initiale de 12 mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction : 120 - Chapitre : 901 - Nature : 21538 et 2188 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à la Sécurité à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 29.06.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 05.06.2016  
Notifiée le :



**Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de  
la vitrerie de sites dépendant de la Mairie de  
Montpellier  
(Mairies annexes, bureaux, postes de police, groupes  
scolaires, divers)  
Marché n° 6C0005**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 28 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de faire réaliser des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier (Mairies annexes, bureaux, postes de police, groupes scolaires, divers) ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée n° 6C0005 « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la Mairie de Montpellier (Mairies annexes, bureaux, postes de police, groupes scolaires, divers) » a été lancé ;
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de 200 000 € H.T, conclu de sa notification au 31 décembre 2016 ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
- valeur technique 60%
- prix des prestations 40% ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la Société SUD SERVICE SAS – Parc d'Activités La Garrigue – BP 21 – 34171 Castelnau-le-Lez, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse (montant de son DQE : 120 685,62 € H.T.) ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 6C0005 « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la Mairie de Montpellier (Mairies annexes, bureaux, postes de police, groupes scolaires, divers) » à la Société SUD SERVICE SAS ;
- D'imputer la dépense sur le budget de Ville 2016 - Chapitres 920 / 922 / 924 /924411 – Fonctions 020 / 213 / 422 / 6283 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 05.07.2016  
Notifiée le :



**MAPA 5D0003**  
**Réparations et entretiens des aires de jeux de la ville de  
Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Madame Marsala, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite Éducative.

**Considérant :**

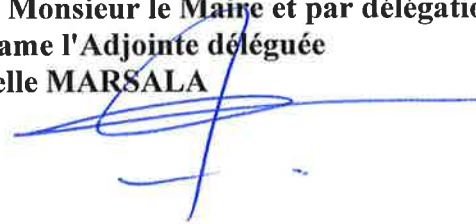
- Que la ville de Montpellier possède de nombreuses aires de jeux extérieurs dans les établissements scolaires, les structures d'accueil de la petite enfance et les parcs. Afin de satisfaire aux besoins des montpelliérains et de répondre aux normes de sécurité, il y a lieu de rénover ces aires de jeux.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics et de l'article 77 relatif aux marchés à bons de commande pour une durée d'un an à compter de la notification reconductible 3 fois et un montant minimum de 40 000€ et maximum de 250 000€.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique évaluée d'après le mémoire technique pour 60% et prix des prestations pour 40%.
- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 7 juin 2016 a considéré l'offre de l'entreprise ECOGOM, 26 rue d'Etrum 62161 Maroeuil, comme économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande «Réparations et entretiens des aires de jeux de la ville de Montpellier» à l'entreprise ECOGOM.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville : Investissement - nature 21312 - fonction 90211 et 90212 / Fonctionnement - nature 611521 – fonction 92211 et 92212 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 06.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 13.07.2016  
Notifiée le :

**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace  
Public**

**Service Gestion des Moyens Communs  
Modification de la régie de recettes "Etalages"  
Elargissement des modes d'encaissement et régie  
prolongée de 90 jours**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la décision n°2013/0021 du 14 Février 2013 relative à la création de la régie Etalage
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal, en date du 20 Juin 2016
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint Max LEVITA,
- **CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la régie des concessions, il est nécessaire de faire de cette régie une régie prolongée et d'en élargir les modes d'encaissement de recettes.

## DECIDE

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes « Etalages », auprès du service Gestion des Moyens Communs de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Article 2 : Cette régie est installée 1 place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2.

Article 3 : La régie de recettes des étalages encaisse les produits suivants :

- Droit de place pour l'installation des étalages (installations destinées à présenter à l'exposition ou la vente sur la voie publique, tout objet ou denrée dont la vente s'effectue normalement à l'intérieur du local commercial devant lequel il a été établi)

Les recettes désignées dans l'article 3 seront perçues au chapitre 929 selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- CB
- **Virements**
- **Prélèvements**

Elles sont perçues contre remise à l'usager de facture.

Article 4 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Trésor Public afin de percevoir les recettes désignées à l'article 3.

Article 5 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 000 euros.

**Article 6 : dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 90 jours pour procéder à l'encaissement des recettes désignées dans l'Article 3.**

Article 7 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Article 8 : Le régisseur sera assujetti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 08.07.2016  
Notifiée le :

**Ancienne Mairie de Montpellier - Marché de maîtrise  
d'œuvre réseaux n° 2910S16.01**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 27 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2016/0041 du 15 février 2016 autorisant la signature avec la SAAM d'un mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de la labellisation « French Tech », par décision n° 2016/0041 du 15 février 2016, un mandat de réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier a été signé avec la SAAM ;
- Qu'il est nécessaire de réaliser des travaux de rénovation des réseaux de chauffage, de rafraîchissement et de désenfumage, et la sécurité incendie ;
- Que pour cela, il convient de faire appel à un maître d'œuvre ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée ouverte, d'une durée de 18 mois à compter de la notification, a été lancé sous la référence 2910S16.01 ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique des prestations (60 %) et le prix (40 %) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société ARSEN INGENIERIE – Agence provençale de SINTEC SARL – 11, Rue du Rempart Saint Roch – Bâtiment C – 84000 AVIGNON a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant total de 18 750 € H.T. ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 2910S16.01 « Ancienne Mairie de Montpellier – Marché de maîtrise d'œuvre réseaux » à la société ARSEN INGENIERIE pour un montant de 18 750 € H.T..
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville - Chapitre 900 - Fonction 207.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 05.02.2016  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Mise en place d'une solution de sécurité  
Internet – Marché 6B0082**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville dispose d'une solution matérielle et logicielle assurant les fonctions de filtrage URL et proxy cache pour 2000 utilisateurs ;
- Qu'il convient de renouveler les abonnements de la solution existante et faire évoluer l'architecture vers une solution entièrement virtualisée ;
- Qu'une consultation a été lancée le 6 juin 2016 pour la « Mise en place d'une solution de sécurité Internet » conformément aux articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix pour 60% et la description de la solution proposée pour 40% ;
- Que la société SYNEXIE a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à la société SYNEXIE sise 18 rue Victor Clappier – 83000 TOULON, pour une durée de deux ans reconductible une fois pour la même période, à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 85 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information – Chapitres 900 et 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 29.06.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 05.07.2016  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Maintenance et prestations sur framework  
SystMG – Marché 6A1308**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier utilise une solution technologique pour accélérer le développement logiciel ;
- Qu'une consultation a été lancée le 9 juin 2016 pour la « Maintenance et prestations sur framework SystMG » conformément aux articles 30 I 3°, 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que seule la société SystMG est détentrice des droits exclusifs de propriété intellectuelle sur les sources du logiciel Solution.SystMG et de ses modules d'extension associés ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement de l'offre étaient les suivants : la valeur technique (60%) et le prix des prestations (40%) ;
- Que la société a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché négocié à la société SystMG sise 199 rue Hélène Boucher – Parc Jean Mermoz – 34170 CASTELNAU-LE-LEZ, pour une durée d'un an reconductible trois fois, à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 12 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 01.07.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 05.07.2016  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/0230

**Marché 5B0168**  
**Construction du groupe scolaire les Grisettes /**  
**Beethoven**  
**Construction de la tranche 2 (construction de 2 classes)**  
**Relance du lot 10 : Chauffage – Ventilation –**  
**Plomberie**  
**Avenant n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision n° 2016/0012 du 15 janvier 2016 autorisant la signature du marché n° 5B0168 « Construction du groupe scolaire les Grisettes/Beethoven : Construction de la tranche 2 - Relance du lot 10 : Chauffage – Ventilation – Plomberie » ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché n° 5B0168 ;
- Vu le projet d'avenant n°1 correspondant ;

**Considérant :**

- Que pour la construction de la tranche 2 du groupe scolaire les Grisettes / Beethoven, à la suite d'un appel d'offres infructueux concernant le lot 10 « Chauffage – Ventilation – Plomberie », un marché à procédure adaptée a été lancé sous la référence 5B0168 afin d'attribuer ce lot ;
- Que le marché a été attribué à l'entreprise E. THERM – 641, Rue Jardin de Colars, 34130 LANSARGUES – pour un montant de 21 685 € H.T. ;
- Qu'il y a lieu de réaliser des adaptations de chantier qui permettront d'améliorer la gestion technique du chauffage ;
- Que le montant de l'avenant au marché est fixé à - 2 000 € H.T., portant ainsi le montant du marché à 19 685 € H.T., soit une diminution de 9,22 % par rapport au montant initial du marché ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 5B0168 « Construction du groupe scolaire les Grisettes/Beethoven - Construction de la tranche 2 (construction de 2 classes) - Relance du lot 10 : Chauffage – Ventilation – Plomberie » conclu avec l'entreprise E. THERM.
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Fonction 902/211, Nature 2313, Ligne de crédit 22816.



- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 07 . 07 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 13 . 07 . 2016  
Notifiée le :



# PROJET D'AVENANT N° 1

## A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

### Titulaire du marché :

ETHERM  
641, Rue du Jardin Colar  
ZAI Saint Jean  
34130 LANSARGUES

## B. Renseignements concernant le marché

CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE LES GRISETTES / BEETHOVEN  
CONSTRUCTION DE LA TRANCHE 2 (DEUX CLASSES)  
RELANCE DU LOT 10 CHAUFFAGE – VENTILATION – PLOMBERIE.

N° du marché : 5B0168

Date de notification : 20 janvier 2016

Montant initial du marché :

Montant HT : 21 685,00 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant : ...../...../.....

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de diminuer le montant du contrat pour le motif suivant :

Compte tenu d'adaptations de chantier afin d'améliorer la gestion technique de chauffage, un avenant en moins-value doit être pris.

## ARTICLE 2

Le montant de l'avenant au contrat est fixé à - 2 000,00 € H.T..

Le montant total du contrat est donc porté à 19 685,00 € H.T. soit une diminution de 9,22 % par rapport au montant initial du marché.

## ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

### D. Signatures des parties

A ....., le

L'entrepreneur,

Le Directeur Général Adjoint des Services

Jean-Paul DAYRE

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ....., le

**Maître d'ouvrage : Direction de l'Education**

**Maître d'ouvrage conduite d'opération : Direction Architecture et Immobilier, service Conduite d'Opérations**

**GROUPE SCOLAIRE LES GRISETTES / BEETHOVEN :  
CONSTRUCTION DE LA TRANCHE 2  
CONSTRUCTION DE 2 CLASSES  
RELANCE DU LOT 10 : CHAUFFAGE-VENTILATION-  
PLOMBERIE**

**N° 5B0168**

**RAPPORT D'AVENANT 1**

## 1 - Renseignements concernant le Marché

### Objet du marché :

Construction du Groupe Scolaire Les Grisettes / Beethoven – Construction de la tranche 2 (deux classes)  
Relance du lot 10 Chauffage – Ventilation – Plomberie.

N° Marché 5B0168

### Collectivité territoriale :

Ville de MONTPELLIER - 1, Place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2

### Titulaire du marché :

Chauffage-Ventilaion-Plomberie : ETHERM - 641, Rue du Jardin Colar, ZAI Saint Jean - 34130 LANSARGUES

## 2- Renseignements concernant l'avenant

L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, entraînant des incidences financières, aux motifs suivants :

Titulaire du marché	Montant initial du marché HT	Justification de l'avenant	Montant de l'avenant	Nouveau montant du marché HT	% variation
ETHERM	21 685,00	Adaptations de chantier afin d'améliorer la gestion technique de chauffage.	- 2 000,00	19 685,00	- 9,22%

**Le Directeur Architecture et Immobilier**

Jean-Louis DESTISON



**La Directrice de l'Education**

Cristel ARROUET



**Le Directeur Général Adjoint des Services**

Jean-Paul DAYRE



**Marché 5D0038**  
**Groupe scolaire les Grisettes / Beethoven :**  
**construction de la tranche 2**  
**(Construction de 2 classes)**  
**Lots 1 – 2 – 5 – 6 - 7**  
**Avenants n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision n° 2015/0514 du 10 décembre 2015 attribuant le marché de travaux n° 5D0038 pour la construction de la tranche 2 du groupe scolaire les Grisettes / Beethoven ;
- Vu les rapports d'avenants n°1 relatifs aux lots 1, 2, 5, 6 et 7 du marché n° 5D0038 ;
- Vu les projets d'avenants n°1 correspondants ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la construction de la tranche 2 du groupe scolaire les Grisettes / Beethoven (construction de 2 classes) ;
- Que, pour réaliser ces travaux, un appel d'offres comportant 10 lots a été publié sous la référence 5D0038, et a été attribué pour les lots 1, 2, 5, 6 et 7 comme suit :

Lot	Désignation	Titulaire du marché	Montant du marché (en € H.T.)
1	Gros œuvre – Terrassement	LE MARCORY	170 968,29
2	Etanchéité	SEGIM	8 400,00
5	Menuiseries intérieures	ALVAREZ Frères	12 666,00
6	Revêtements de sols durs – Faïences	DELON carrelage	8 626,93
7	Métallerie	TECHNICFER	12 225,86

- Que, suite aux demandes du bureau de contrôle technique, il est nécessaire de procéder à des modifications au niveau des menuiseries et de supprimer la pose de l'isolant acoustique prévu sous le carrelage du rez-de-chaussée ;
- Qu'à la demande du coordonnateur SPS, il est nécessaire de procéder à la modification de la trappe d'accès en toiture afin de faciliter l'intervention ultérieure ;



- Que, pour des adaptations de chantier, il est également nécessaire de procéder à des simplifications (notamment : il n'est plus opportun de réaliser deux trappes de visite ainsi que la signalétique) et d'effectuer une reprise du réseau eaux usées.
- Que tout cela modifie les marchés de la manière suivante :

Lot	Titulaire du marché	Montant initial du marché (en € H.T.)	Prestations en plus-values (en € H.T.)	Prestations en moins-values (en € H.T.)	Montant de l'avenant (en € H.T.)	Nouveau montant du marché (en € H.T.)	Variation (en %)
1	LE MARCORY	<b>170 968,29</b>	+ 5 925,00	- 1 993,10	3 931,90	<b>174 900,19</b>	+ 2,30%
2	SEGIM	<b>8 400,00</b>	+ 3 110,00	- 3 110,00	0	<b>8 400,00</b>	0,00%
5	ALVAREZ Frères	<b>12 666,00</b>	0	- 700,00	- 700,00	<b>11 966,00</b>	- 5,53%
6	DELON carrelage	<b>8 626,93</b>	0	- 1 486,95	- 1 486,95	<b>7 139,98</b>	- 17,24%
7	TECHNICFER	<b>12 225,86</b>	+ 2 116,98	- 2116,98	0	<b>12 225,86</b>	0,00%

**Décide en conséquence :**

- D'approuver les avenants n° 1 relatifs aux lots 1, 2, 5, 6 et 7 du marché n°5D0038 « Groupe scolaire les Grisettes / Beethoven : construction de la tranche 2 - Construction de 2 classes ».
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, ligne 22816, fonction 902/211, nature 2313.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer les avenants n° 1 avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

Montpellier, le 07 . 07 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 13 . 07 . 2016  
Notifiée le :



**Maître d'ouvrage : Direction de l'Education**

**Maître d'ouvrage conduite d'opération : Direction Architecture et Immobilier, service Conduite d'Opérations**

**GROUPE SCOLAIRE LES GRISETTES / BEETHOVEN :  
CONSTRUCTION DE LA TRANCHE 2  
CONSTRUCTION DE 2 CLASSES**

**N° 5D0038 819 1**

**RAPPORT D'AVENANT N°1**

## 1 - Renseignements concernant le Marché

### Objet du marché :

Construction du Groupe Scolaire Les Grisettes / Beethoven – Construction de la tranche 2 (deux classes)  
N° Marché 5D00388191

### Collectivité territoriale :

Ville de MONTPELLIER - 1, Place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2

### Titulaires du marché :

Lot n°1 : Gros œuvre – Terrassement : LE MARCORY - 1 Avenue de Montpellier - 34800 CLERMONT L'HERAULT

Lot n°2 : Etanchéité : SEGIM - 139 Allée du Mourvèdre - 34080 MONTPELLIER

Lot n°5 : Menuiseries intérieures : ALVAREZ Frères - Espace Commercial Fréjorgues Ouest - 481 rue Hélène Boucher - 34130 MAUGUIO

Lot n°6 : Revêtements de sols durs – faïences : DELON CARRELAGE - 6 Rue de la Cadelle - 30980 SAINT DIONISY

Lot n°7 : Métallerie : TECHNICFER - 150 rue Mas de Bringaud - 34070 MONTPELLIER

## 2- Renseignements concernant l'avenant n°1

L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, entraînant en partie des incidences financières pour les lots précités, aux motifs suivants :

Lot	Titulaire du marché	Montant initial du marché HT	Justification de l'avenant	Prestations en plus-values	Prestations en moins-values	Montant de l'avenant	Nouveau montant du marché HT	% variation
1	LE MARCORY	170 968,29	Reprise du réseau eaux usées existant endommagé avant la tranche 2 pour raccordement de l'extension  A la demande du bureau de contrôle technique, il est nécessaire de procéder à des adaptations au niveau des menuiseries (création de poteaux bétons et modification du principe des appuis de fenêtres).	+ 5 925,00	- 1 993,10	3 931,90	174 900,19	+ 2,30%
2	SEGIM	8 400,00	A la demande du coordonnateur SPS, il est nécessaire de procéder à la modification de la trappe d'accès en toiture afin de faciliter l'intervention ultérieure d'un travailleur.	+ 3 110,00	- 3 110,00	0	8 400,00	0,00%
5	ALVAREZ Frères	12 666,00	Adaptations de chantier. Il n'est plus opportun de réaliser deux trappes de visite ainsi que la signalétique.	0	- 700,00	- 700,00	11 966,00	- 5,53%
6	DELON carrelage	8 626,93	Avec accord du bureau de contrôle, il n'est plus opportun de procéder à la pose de l'isolant acoustique prévu sous le carrelage du rez-de-chaussée.	0	- 1 486,95	- 1 486,95	7 139,98	- 17,24%
7	TECHNICFER	12 225,86	Simplifications de chantier afin : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'améliorer la sécurité et l'esthétique du garde-corps de la passerelle</li> <li>- suite à la modification de la trappe d'accès en toiture (avenant 1 lot 2)</li> <li>- améliorer la pérennité des nez de marche des escaliers.</li> </ul> Suite à une omission de la maîtrise d'œuvre en phase étude, il est nécessaire de procéder à la dépose d'une partie de la toiture du local poubelles afin de réaliser l'escalier.	+ 2 116,98	- 2116,98	0	12 225,86	0,00%

**Le Directeur Architecture et Immobilier**

  
**Jean-Louis DESTISON**

**La Directrice de l'Education**

  
**Cristel ARROUET**

**Le Directeur Général Adjoint des Services**

**Jean-Paul DAYRE**  
Directeur Général Adjoint  
des Services  
  
**Jean-Paul DAYRE**

**MAIRIE DE MONTPELLIER**

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**PROJET D'AVENANT N° 1**

**A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire**

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier cedex 2

*Représenté par*  
Monsieur le Maire

**Titulaire du marché :**

TECHNICFER  
*Représenté par*  
Monsieur le Directeur

**B. Renseignements concernant le marché**

***Objet du marché :***

Groupe scolaire les Grisettes / Beethoven : Construction de la tranche 2  
Métallerie

***N° du marché :***

5D0038G

***Notifié le :***

18 janvier 2016

***Montant initial du marché :***

*Montant HT :* 12 225,86 Euros

***Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :***

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de modifier les prestations prévues au contrat initial, sans en changer le montant. L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques :

Simplifications de chantier afin :

- d'améliorer la sécurité et l'esthétique du garde-corps de la passerelle
- suite à la modification de la trappe d'accès en toiture
- d'améliorer la pérennité des nez de marche des escaliers.

Suite à une omission de la maîtrise d'oeuvre en phase étude, il est nécessaire de procéder à la dépose d'une partie de la toiture du local poubelles afin de réaliser l'escalier.

### ARTICLE 2

Les prestations à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 18/05/2016.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant du contrat demeure inchangé.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A ..... le

A Montpellier le

L'entrepreneur,

L'Adjoint Délégué

Isabelle MARSALA



### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

**MAIRIE DE MONTPELLIER**

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**PROJET D'AVENANT N° 1**

**A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire**

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier cedex 2

*Représenté par*  
Monsieur le Maire

**Titulaire du marché :**

DELON CARRELAGE  
*Représenté par*  
Monsieur le Directeur

**B. Renseignements concernant le marché**

***Objet du marché :***

Groupe scolaire les Grisettes / Beethoven : Construction de la tranche 2  
Revêtements de sols durs - faïences

***N° du marché :***

5D0038F

***Notifié le :***

16 janvier 2016

***Montant initial du marché :***

*Montant HT :* 8 626,93 Euros

***Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :***

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de diminuer le montant du contrat pour le motif suivant : L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, entraînant des incidences financières :

Avec accord du bureau de contrôle, il n'est plus opportun de procéder à la pose de l'isolant acoustique prévu sous le carrelage du rez-de-chaussée.

### ARTICLE 2

Les prestations à ne pas exécuter par le titulaire du contrat ne seront pas payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 03/05/2016.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à -1 486,95 € H.T., soit en toutes lettres : moins mille quatre cent quatre-vingt-six euros et quatre-vingt-quinze centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 7 139,98 € H.T.

La moins-value s'élève donc à - 17,24 % du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A ..... le

A Montpellier le

L'entrepreneur,

L'Adjoint Délégué

Isabelle MARSALA

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

**MAIRIE DE MONTPELLIER**

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**PROJET D'AVENANT N° 1**

**A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire**

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier cedex 2

*Représenté par*  
Monsieur le Maire

**Titulaire du marché :**

ALVAREZ FRERES  
*Représenté par*  
Monsieur le Directeur

**B. Renseignements concernant le marché**

*Objet du marché :*  
Groupe scolaire les Grisettes / Beethoven : Construction de la tranche 2  
Menuiseries intérieures

*N° du marché :*  
5D0038E

*Notifié le :*  
18 janvier 2016

*Montant initial du marché :*  
*Montant HT :* 12 666,00 Euros

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de diminuer le montant du contrat pour le motif suivant : l'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, entraînant des incidences financières :

Adaptations de chantier. Il n'est plus opportun de réaliser deux trappes de visite ainsi que la signalétique.

### ARTICLE 2

Les prestations à ne pas exécuter par le titulaire du contrat ne seront pas payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 02/05/2016.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à -700,00 € H.T., soit en toutes lettres : moins sept cents euros H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 11 966,00 € H.T.

La moins-value s'élève donc à - 5,53% du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A ..... le

A Montpellier le

L'entrepreneur,

L'Adjoint Délégué

Isabelle MARSALA

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le



**MAIRIE DE MONTPELLIER**

**D DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**PROJET D'AVENANT N° 1**

**A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire**

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier cedex 2

*Représenté par*  
Monsieur le Maire

**Titulaire du marché :**

SARL SEGIM  
*Représenté par*  
Monsieur le Directeur

**B. Renseignements concernant le marché**

***Objet du marché :***

Groupe scolaire les Grisettes / Beethoven : Construction de la tranche 2  
Etanchéité

***N° du marché :***

5D0038B

***Notifié le :***

16 janvier 2016

***Montant initial du marché :***

*Montant HT :* 8 400,00 Euros

***Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :***

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de modifier les prestations prévues au contrat initial, sans en changer le montant. L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques :  
A la demande du coordonnateur SPS, il est nécessaire de procéder à la modification de la trappe d'accès en toiture afin de faciliter l'intervention ultérieure d'un travailleur.

### ARTICLE 2

Les prestations à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 29/04/2016.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant du contrat demeure inchangé.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A ..... le

A Montpellier le

L'entrepreneur,

L'Adjoint Délégué

Isabelle MARSALA

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ....., le

**MAIRIE DE MONTPELLIER**

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**PROJET D'AVENANT N° 1**

**A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire**

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

*Représenté par*  
Monsieur le Maire

**Titulaire du marché :**

LE MARCORY  
*Représenté par*  
Monsieur le Directeur

**B. Renseignements concernant le marché**

***Objet du marché :***

Groupe scolaire les Grisettes / Beethoven : Construction de la tranche 2  
Gros oeuvre - terrassement

***N° du marché :***

5D0038A

***Notifié le :***

16 janvier 2016

***Montant initial du marché :***

*Montant HT :* 170 968,29 Euros

***Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :***

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant : l'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications techniques, entraînant des incidences financières :

- Reprise du réseau eaux usées existant endommagé avant la tranche 2 pour raccordement de l'extension
- A la demande du bureau de contrôle technique, il est nécessaire de procéder à des adaptations au niveau des menuiseries (création de poteaux bétons et modification du principe des appuis de fenêtres).

### ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 03/05/2016.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 3 931,90 € H.T., soit en toutes lettres : trois mille neuf cent trente et un euros et quatre-vingt-dix centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 174 900,19 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 2,30 % du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A ..... le

L'entrepreneur,

A Montpellier le

L'Adjoint Délégué

Isabelle MARSALA

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... le

**Marché public: convention plan-objet 2016,  
restauration de tableaux et mobiliers des églises Saint-  
Denis, Saint-Roch, Saint-Matthieu et Chapelle de la  
Miséricorde  
n°6B0069**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que la Ville a, par délibération n°2013/491 du 25 novembre 2013, approuvé la signature de la convention plan objet avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.), afin de protéger, restaurer et mettre en valeur les œuvres dans les églises; le montant des travaux est ainsi compris dans une enveloppe de 50 000€, financés pour moitié par la Ville et pour moitié par subvention de la D.R.A.C. ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 28 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire allotti, pour une durée comprise entre 3 et 10 mois selon les lots ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la note méthodologique (60%), l'expérience professionnelle (20%) et le prix (20%) ;
- Qu'après analyse, les candidats suivants ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse : Malbrel conservation (lot 1, restauration de 8 portraits des curés de la paroisse Saint-Denis), Atelier Lazulum (lot 2, restauration d'un tableau et de son cadre, chapelle de la Miséricorde), Amoroso Waldeis (lot 3, restauration d'un tableau et de son cadre de l'église Saint-Matthieu), Moïra Conservation (lot 4, restauration et dépoussiérage de 3 pièces d'orfèvrerie, église Saint-Denis), Abigaël David (lot 5, conservation préventive de 5 bannières, églises Saint-Denis et Saint-Roch) et Charlotte Devanz (lot 7, réalisation d'outils de médiation, églises Saint-Roch et Saint-Denis) ; l'unique offre reçue pour le lot 6 (menuiserie : remise en état d'un chasublier, église Saint-Denis) est bien supérieure à l'estimation du marché car correspondant à une restauration complète du meuble ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer comme suit 6 lots sur les 7 composant le marché 6B0069 : lot 1 à Malbrel Conservation (4 640 € HT), lot 2 à Atelier Lazulum (10 356 € HT), le lot 3 à Amoroso Waldeis (15 780 € HT), le lot 4 à Moïra Conservation (1 600 € HT), le lot 5 à Abigaël David (5 250 € HT) et le lot 7 à Charlotte Devanz (4 231 € HT) ;
- De déclarer le lot 6 infructueux et de relancer une consultation adaptée pour répondre à ce besoin ;

1105

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonctions 903 et 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises concernées.

Montpellier, le 08.07.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 12.07.2016  
Notifiée le :